

fonction publique

numéro 235
septembre/
octobre 2014
46^e année
paraît 6 fois par an

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

Le juste milieu

L'«aurea mediocritas», expression utilisée pour la première fois par le célèbre poète latin Horace dans une de ses odes, est quasiment devenue de nos jours un adage. Bien qu'assez souvent mal interprétée comme révérence discrète à la «médiocrité dorée», l'auteur lui-même a visé plutôt un équilibre entre excès et faiblesses et cherché le *juste milieu* comme philosophie de vie. La situation économique et sociale, dans laquelle se trouve notre pays actuellement, exige également – nous l'avons tous compris depuis longtemps – que chacun serre la ceinture, même si les analyses parfois tendancieuses du budget de l'État sont trop pessimistes. S'il s'agit d'assainir les finances publiques, il faut absolument que le gouvernement actuel trouve dans le choix des mesures d'épargne le juste milieu et évite que la charge la plus lourde soit portée par une partie seulement de la population.

En effet, quoique les discussions tripartites aient commencé, les projets d'assainissement qui vont frapper directement ou indirectement le contribuable restent pour l'instant encore dans le vague. Un demi-pourcent serait perçu sur la rémunération des personnes privées entre autres pour soutenir les jeunes dans leurs études, la taxe (antisociale) sur la valeur ajoutée (TVA) serait révisée vers le haut, enfin les impôts seraient augmentés – pour le reste on n'en sait trop rien. Mais ce qui est sûr et certain, c'est que les mesures envisagées frappent de plein fouet les personnes physiques et, plus précisément, la classe moyenne, tandis que les représentants des employeurs ne cessent de scander leurs lamentations bien connues quant à la compétitivité – formule magique toujours prête pour prendre à partie les salariés. D'un côté, on s'oppose avec verve contre l'indexation des prix, de l'autre, on passe outre la taxe d'abonnement sur les fonds d'investissement spécialisés qui n'est pas augmentée. Le gouvernement

se rappelle-t-il encore l'«équité sociale» et la «contribution équitable au financement des dépenses publiques» annoncées dans les programmes électoraux? Si la majeure partie des économies se font sur le dos des personnes privées et des salariés, on est loin du juste milieu!

Et si l'on parle de réduction des «dépenses publiques», la Fonction publique elle-même est bel et bien visée. Force est de constater que les propos de nos détracteurs les plus acharnés réussissent régulièrement à élargir le fossé artificiel qui s'est creusé entre les salariés de l'État et les «autres», comme si les fonctionnaires et employés publics ne faisaient pas partie des citoyens et des salariés et représentaient un groupe à part. À vrai dire, les différents coups bas assénés pendant les dernières années à la Fonction publique semblent confirmer cette différenciation: non seulement devront-ils faire leur «contribution» en tant que citoyens, mais ils risquent de devoir repasser à la caisse en tant que fonctionnaires, victimes de la «réduction des dépenses publiques». Voilà deux poids deux mesures que la CGFP n'acceptera pas, tout comme elle refusera tout sacrifice supplémentaire de la part de la Fonction publique. S'il faut payer sa dette, il faut que tout le monde – personnes physiques et morales – le fasse de la même manière et d'une façon équitable; là encore, il s'agit de trouver le juste milieu.

Les discussions tripartites, étendard du dialogue social luxembourgeois, attendues depuis le mois de juillet, auraient-elles donc commencé? Mais ce modèle qui a déjà subi des égratignures il y a quelques années semble ne plus retrouver sa splendeur d'antan. Le gouvernement qui a annoncé une politique de transparence et d'information s'intéresse – il faut l'avouer – aux soucis et avis des partenaires sociaux, mais l'esprit de négociation semble céder à celui de consultation. Nous tous, citoyens, salariés, employeurs et



Die Schaffung der geplanten amerikanisch-europäischen Freihandelszone, auch als TTIP oder Transatlantic Trade and Investment Partnership bekannt, soll der Wirtschaft beider Kontinente einen wichtigen Wachstumsschub verleihen, zu einer Zeit, wo sich die globale Wirtschaftsdynamik in die Schwellenländer und nach Asien hin verlagert hat, und Europas Bedeutung langfristig im Schrumpfen ist. Dass sich die Wirtschaftsleistung der EU durch den angesagten Vertrag bis 2027 um 120 Milliarden Euro erhöhe, ist natürlich unsinnige Propaganda, zumal heute niemand sagen kann, wie die Zusammenarbeit konkret aussehen wird. Ob ein TAFTA-Abkommen tatsächlich unterzeichnet wird und wann es in Kraft tritt, das bleibt abzuwarten. Ergibt sich aber die nun angestrebte verbesserte Zusammenarbeit, so steckt der Teufel im Detail, vor allem um zu wissen, wie sie sich auswirkt und welche Seite mehr Vorteile daraus ziehen kann. Und auch, ob es eine Katastrophe für Gesellschaft und Demokratie wird oder problemlos zu mehr Wirtschaftswachstum beiträgt. Siehe hierzu unsere detaillierte Analyse auf den Seiten 6 und 7 in dieser Ausgabe.

Dans ce numéro

CGFP aktuell Gegen einseitige Belastungen	3	Crèche „Am Butzenascht“ Familiär und naturverbunden	13
TAFTA Gute Absichten, ernste Gefahren	6-7	„Fairtrade Lëtzebuerg“ Fairtrade ist salonfähig	15
Shareholder „Staat“ News vom Portfolio	8-9	„fp“-Themenreihe Der gebrauchte Mensch Eine Provokation	18-19
TiSA Une menace pour les services publics	11	CGFP-Reise Laos – geheimnisvolles Reich am Mekong	31

syndicalistes, nous devons attendre la déclaration sur l'état de la nation afin de savoir si nos avis, nos revendications et nos appréhensions se sont fait entendre. Le juste milieu entre le pouvoir de décision – sans aucun doute légitime pour tout gouvernement – et la collaboration sincère avec les partenaires sociaux aussi ne semble pas encore trouvé.

Le déséquilibre budgétaire risque donc de s'étendre à notre société en provoquant la scission entre salariés et employeurs, entre une politique du dialogue social et une politique des oukases, entre la Fonction publique et les «autres». Prenons garde à ce que le gouvernement formé en majeure partie de centristes trouve le juste milieu!

Claude HEISER

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique **CGFP**

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Laufende Gespräche zwischen Regierung und Sozialpartnern

CGFP strikt gegen einseitige Belastungen der privaten Haushalte

Mit Befremden nahm die CGFP kurz vor den Sommerferien die Ankündigung der Regierung, eine Abgabe von 0,5 Prozent auf allen Einkünften von Privatpersonen zu fordern, zur Kenntnis. Auf diese Weise werde die ohnehin jetzt schon ungerecht verteilte Steuerlast zwischen Haushalten auf der einen Seite und Unternehmen auf der anderen Seite noch verstärkt von den Gesellschaften auf die natürlichen Personen („personnes physiques“) übertragen, heißt es in einer entsprechenden CGFP-Stellungnahme.

Dass Kinder in der Tat unserer besonderen Fürsorge bedürfen, weil sie die Zukunft darstellen, weiß auch die CGFP. Unseren Kindern und Jugendlichen unabhängig ihrer Herkunft eine gute Bildung und Ausbildung zu ermöglichen, ist und bleibt sicherlich eine der wichtigsten Aufgaben unserer Gesellschaft. Wer die Einführung einer solchen Abgabe allerdings mit der Gestaltung einer bestmöglichen Zukunft für unsere Kinder begründet, kann Unternehmen nicht von einem solchen Kraftakt ausschließen, stehen die jungen Menschen von heute doch auch für die Entwicklung unserer Wirtschaft und somit für den Fortbestand der Betriebe.

Die CGFP erinnert daran, dass heute bereits weit über zwei Drittel der direkten Steuern zu Lasten der privaten Haushalte gehen und nur knapp ein Drittel von den Körperschaften getragen wird. Diese Aufteilung, die sich vor rund zehn Jahren noch in etwa die Waage hielt, hat sich insbesondere in jüngster Vergangenheit mehr und mehr zum Nachteil der privaten Haushalte



Dass Kinder in der Tat unserer besonderen Fürsorge bedürfen, weil sie die Zukunft darstellen, weiß auch die CGFP. Wer die Einführung einer entsprechenden Abgabe mit der Gestaltung einer bestmöglichen Zukunft für unsere Kinder begründet, kann Unternehmen nicht von einem solchen Kraftakt ausschließen, stehen die jungen Menschen von heute doch auch für die Entwicklung unserer Wirtschaft und somit für den Fortbestand der Betriebe.

entwickelt. Angekündigte Maßnahmen wie die Erhöhung der Mehrwertsteuer, einer indirekten Abgabe, die einzig und allein auf Kosten der Endverbraucher und damit der Privatpersonen geht, tragen sicherlich nicht dazu bei, etwas an diesem Umstand zu ändern. Genau das Gegenteil wird der Fall sein. Einseitige Belastungen der Haushalte schmälern zusätzlich deren Kaufkraft, was wiederum direkte Folgen auf deren Konsumverhalten und somit auch auf Handel und Handwerk haben wird.

Gerade vor dem Hintergrund der angekündigten Steuerreform für die Jahre 2016 / 2017 stellt sich die Frage, wer letztlich für die damit beabsichtigten Mehreinnahmen an Steuern aufkommen soll. Die Vermutung liegt nahe, dass auch im Zuge dieser Regierungspläne die Privatpersonen und somit insbesondere die Mittelschicht unverhältnismäßig zur Kasse gebeten werden. Wie sonst sollte man die am Rande der jüngsten Gespräche zwischen Regierung und Sozialpartnern

gemachte Äußerung deuten, in den kommenden fünf Jahren bliebe die Steuerlast der Unternehmen unangestastet?

Die CGFP jedenfalls wird bei den laufenden Gesprächen peinlichst genau auf eine paritätische Aufteilung zwischen allen Sozialpartnern achten. Gerade wenn es um die Zukunft unserer Kinder geht, kann und darf sich keine Partei ihrer Verantwortung entziehen.

s.h.

LuxDidac 2014

Was ist guter Unterricht?

Hattie-Studie im Fokus der diesjährigen LuxDidac

Bereits zum 19. Mal in Folge fand zu diesem Schulanfang die vom „Syndicat National des Enseignants“ (SNE/CGFP) und von der „Fédération Générale des Universitaires au Service de l'Etat“ (FEDUSE/CGFP) organisierte LuxDidac in den Mehrzweckräumen des „Forum Geesseknäppchen“ in Merl statt. Vom 22. bis 25. Septem-

Zahlreiche Gäste nahmen an der Eröffnungsfeier zur diesjährigen LuxDidac teil



Minister Claude Meisch bei seiner vielbeachteten Ansprache

Fotos: Steve Heiliger

ber präsentierten auch in diesem Jahr in- und ausländische Verleger didaktisches Zusatzmaterial, das sich sowohl an Lehrer und Professoren als auch an Eltern und Erzieher richtet. Auf einer Ausstellungsfläche von mehr als 600 Quadratmetern fanden die Besucher ein mannigfaltiges Angebot von pädagogischem und praxisbezogenem Unterrichtsmaterial für die verschiedenen Lernfächer und Schulstufen.

Besonders hervorzuheben sind die zahlreichen Workshops, die immer wieder während der LuxDidac stattfinden und die auch dieses Jahr auf ein Neues Anregungen zu einer moderneren und flexibleren Arbeitsweise im Schulwesen gaben. Hier wurde beispielsweise ein Seminar über einen entspannteren Umgang mit schwierigen Schülern angeboten; im Workshop Mudam konnten die LuxDidac-Teilnehmer jedoch auch herausfinden, durch welche Aktivitäten das Mudam Museumsbesuche und moderne Kunst für die Schulkinder interessanter gestalten möchte.

Die von SNE und FEDUSE getragene LuxDidac gilt als unumgänglicher Termin zum Schulanfang mit dem Ziel, den Schulen praxistaugliches Unterrichtsmaterial zur Verfügung zu stellen. Auch das Unterrichtsministerium lässt der LuxDidac ein ganz besonderes Augenmerk zukommen und nahm folglich auch dieses Jahr mit einem Stand des MENJE an der Ausstellung teil.

Jedes Jahr gehört aber auch eine Konferenz zu einem aktuellen Thema zur LuxDidac. In diesem Jahr referierte der Erziehungswissenschaftler Prof. Dr. Klaus Zierer von der Universität Oldenburg zum Thema: „Auf die Haltungen der Lehrperson kommt es an“. In der sogenannten Hattie-Studie

wertete der bekannte neuseeländische Pädagoge John Hattie Daten aus mehr als 800 Metaanalysen aus und erstellte damit eine Art Bestenliste der wirkungsvollsten pädagogischen Programme, um schließlich eine Antwort auf die wichtigste Frage der Bildungsforschung zu finden: Was ist guter Unterricht? Im Zentrum stünden dabei die Haltungen der Lehrperson, die der entscheidende Faktor für sichtbares und erfolgreiches Lernen seien, so die Kernaussage Prof. Dr. Klaus Zierers.

Mit einem Rundgang durch die Ausstellung und einem von der CGFP angebotenen Ehrenwein wurde die offizielle Eröffnungsfeier der diesjährigen LuxDidac beendet.

p.r.



*sécher*WUNNEN

Déi komplett Versécherung fir Är Famill an Äert Doheem.



Monde
de sécurité
Bâloise

Kontaktéiert eis a profitéiert vun de
spezielle Konditiounen fir CGFP Memberen.

Mir maachen Iech méi sécher.
Votre sécurité nous tient à cœur.
www.cgfp-assurances.lu

CGFP
Assurances

16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

Stand*Punkte*

Die Ferienzeit gehört definitiv der Vergangenheit an und, wie schon seit längerem angekündigt, haben die Gespräche der Sozialpartner mit der Regierung über die geplanten Sparmaßnahmen begonnen.

Was genau auf die Bürger des Großherzogtums zukommen wird, ist wenige Wochen vor der Vorstellung des Haushaltentwurfs 2015 im Parlament immer noch unklar.

Nur eine einzige Maßnahme ist bis jetzt schon gewusst: Eine Abgabe von 0,5 Prozent auf allen Einkünften von Privatpersonen soll eingeführt werden, um unseren Kindern eine bestmögliche Zukunft zu ermöglichen.

Alles deutet daraufhin, und dies stimmt höchst bedenklich, dass die Konsolidierung des Staatshaushaltes wieder zum allergrößten Teil von den natürlichen Personen getragen werden soll, die ja bekanntlich schon zum jetzigen Zeitpunkt zwei Drittel der direkten Steuerlast schultern müssen und die durch die geplante Mehrwertsteuererhöhung zum 1. Januar 2015 darüberhinaus beträchtlichen Mehrbelastungen ausgesetzt werden, was letztlich auch hierzulande die Kaufkraft schmälert, auch zu Ungunsten der hier ansässigen Unternehmen.

Und laut Regierungsprogramm soll es ja in absehbarer Zeit zu einer grundlegenden Steuerreform kommen, die unter anderem, Zitat, „*devra répondre aux critères... de l'équité sociale s'assurant une contribution équitable au financement des dépenses publiques des différentes catégories de contribuables et de revenus*“. Auch hier bleibt zu befürchten, dass in naher Zukunft die „viel breiteren Schultern“ geschont werden sollen, steht doch im Koalitionsprogramm unter anderem Folgendes zu lesen: Zitat: „*Le Gouvernement n'augmentera pas la taxe d'abonnement sur les fonds d'investissement spécialisés (FIS)*...“, die von „Luxembourg for Finance“ hochgelobt werden.

Auch auf die Gefahr hin, dass ich mich wiederhole: Diese „FIS“ sind Fonds, die sich durch ein Fehlen jeglicher Beschränkungen hinsichtlich der Aktiva, in die investiert werden darf, und eine „weniger strenge Aufsicht“ kennzeichnen.

Im Moment sind in diesen Fonds bereits von „gut informierten Investoren“ („investisseurs avertis“) einige hundert Milliarden Euro angelegt worden, und es werden halt nicht gerade diese breiten Schultern sein, die den Großteil der Steuerlast tragen müssen, sondern all jene, die zur Mittelschicht gehören, also auch die bei Staat und Gemeinden Beschäftigten und Angestellten.

Zur Erinnerung sei gesagt, dass diese Fonds also befreit sind von allen erdenklichen, traditionellen Steuerarten, allein die „taxe d'abonnement“ von 0,01% (die ja nicht erhöht werden soll) wird auf der Gesamtheit ihrer Nettoguthaben („avoirs nets“), geschätzt auf den letzten Tag eines jeden Quartals, erhoben. Auch die vom „FIS“ verteilten Dividenden sind von der Quellensteuer von 15% ausgenommen sowie, und davon ist zum jetzigen Zeitpunkt auszugehen, von der angekündigten 0,5-prozentigen Abgabe für eine bessere Zukunft unserer Kinder.

Eine feine Sache zum Steuersparen also für all jene mit großen, finanziellen Mitteln, die sich als gut informierte, professionelle oder private Anleger bezeichnen können. Steuern und Abgaben kann, wie nur allzu oft, die Mittelschicht zahlen und somit dafür Sorge tragen, dass der Staat überhaupt noch funktionsfähig bleibt.

**Ausgewogenheit
dringend
notwendig**



Darüber hinaus werden politische Entscheidungen im Bereich der Besteuerung viel zu oft weit weg von der Basis, also der täglichen Praxis, getroffen, was im Nachhinein wirksame Prüfungen erschwert, wenn nicht sogar unmöglich macht.

Trotz angestrebter administrativer Vereinfachung, die in vielen Ländern nur allzu häufig zu Stellenabbau im öffentlichen Dienst missbraucht wurde, werden die Gesetzestexte im Steuerbereich immer komplizierter, was die Umsetzung vor Ort immer schwieriger macht und somit den Steuerbetrug wiederum begünstigt.

Noch lange bevor Steuererhöhungen ins Auge gefasst werden, müsste eine effiziente Bekämpfung des Steuerbetrugs und der Steuerflucht prioritäres Ziel der Regierung sein.

Zudem sind Beraterfirmen (die ja bekanntlich auch von der Regierung zu Rate gezogen werden, um einen „Haushalt der neuen Generation“ für teures Geld aus dem Staatssäckel aufzustellen) nie darum verlegen, die schönsten Konstrukte auszuarbeiten, um ihren Kunden, vornehmlich größere, finanzkräftige Unternehmen, im steuerlichen Bereich Geld zu sparen.

Ein gutes Beispiel hierfür sind die vorher schon angesprochenen FIS sowie die von der Regierung zunächst angedachten und auf unseren Druck hin, hoffentlich bis zum Sankt-Nimmerleins-Tag, wieder fallen gelassenen „Intérêts notionnels“, die in Belgien Staat und Bürger noch immer horrende Summen an Steuergeldern kosten.

Die Regierung muss gerade jetzt bei den in Aussicht gestellten Sparmaßnahmen genauso wie bei der darauffolgenden Steuerreform tunlichst darauf achten, dass nicht, wie so oft in der Vergangenheit, die Privathaushalte, insbesondere die Mittelschicht, wieder zur Ader gelassen werden.

Falls doch, dann wäre die Akzeptanz in der Bevölkerung denkbar gering.

Das darf nicht geschehen!

TiSA – Öffentliche Dienstleistungen in Gefahr?

Das zurzeit zwischen der EU und den USA ausgehandelte „Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaftsabkommen“, kurz TTIP genannt, ist in aller Munde, werden die Verhandlungen doch im Geheimen, hinter verschlossenen Türen, ohne jegliche Transparenz geführt.

Gerade diese Herangehensweise der Verhandlungsführer öffnet Tür und Tor für allmögliche Spekulationen. Deshalb ist es auch nicht verwunderlich, dass große Teile der Luxemburger Zivilgesellschaft, so auch die CGFP, diesem im Verhandlungsstadium befindlichen Abkommen mehr als kritisch gegenüber stehen.

Die „TTIP-Plattform“ konnte sich anlässlich des eigens abgehaltenen Hearings zu diesem Thema in der Abgeordnetenversammlung am vergangenen 11. Juli ein eigenes Bild machen, wie wenig den Verhandlungsbeteiligten daran gelegen ist, klare und eindeutige Aussagen zu machen, um so den „TTIP-Skeptikern“ den Wind aus den Segeln zu nehmen. Dies ist jedenfalls nicht gelungen.

Genau so wenig transparent verlaufen derzeit die Verhandlungen bezüglich eines anderen Abkommens, des „TiSA - Trade in Services Agreement“, die Anfang 2013 auf Initiative der USA und Australiens begonnen haben. Das Europaparlament hat der Kommission am 4. Juli 2013 ein Mandat erteilt, an diesen Verhandlungen teilzunehmen. Sinn und Zweck des „TiSA“ sind der weitere Abbau ordnungsgemäßer Schranken betreffend den internationalen

In Luxemburg kam es bis dato weder zu einer öffentlichen Debatte noch zu einer diesbezüglichen parlamentarischen Anfrage. Einzig und allein bei der öffentlichen Anhörung zum „TTIP“ am 11. Juli in der Abgeordnetenkammer wurde darauf aufmerksam gemacht, dass die öffentlichen Dienstleistungen nicht im Rahmen der „TTIP-Verhandlungen“, sondern derer von „TiSA“ behandelt würden.

Eines scheint jedoch klar zu sein: Die Argumente gegen das TTIP-Abkommen sind nicht in allen Punkten identisch mit jenen gegen „TiSA“, dennoch überschneiden sie sich an so manchen Stellen.

Obwohl die Luxemburger Regierung bis heute zu „TiSA“ nicht offiziell Stellung bezogen hat und obwohl laut „Le Monde“ - Ausgabe vom 9. Juli 2014 die Europäische Kommission versichert, dass die öffentlichen Dienstleistungen nicht angetastet würden, so sprechen die zumindest bis zum jetzigen Zeitpunkt bekannt gewordenen, vermeintlichen „geheimen“ Dokumente eine ganz andere Sprache. Eine Beschleunigung der Liberalisierung öffentlicher Dienstleistungen in ungekanntem Maße ist alles andere als ausgeschlossen.

Damit dies nicht geschieht, muss auch „TISA“ schnellstmöglich zu einem öffentlich diskutierten Thema werden. Auf dass wir nicht vor vollendete Tatsachen gestellt werden, zum Nachteil von uns allen.

**Romain Wolff,
CGFP-Generalsekretär**



Miles & More
Lufthansa



CUMULEZ DES MILES!
SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair* et tous les autres partenaires Miles & More!



SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.





Souscrivez dès maintenant et bénéficiez d'avantages attrayants!

Infos sur www.miles.lu, souscription dans votre agence BCEE

Décision rapide récompensée : jusqu'à 250 € de remise sur votre prochain vol Luxair*

Exclusivité BCEE

CUMULEZ DES MILES!
SUR TERRE ET DANS LES AIRS.

Cumulez des Miles de prime à chacun de vos achats. Et profitez-en deux fois plus chez Luxair* et tous les autres partenaires Miles & More!

* à l'exclusion des vols et voyages LuxairTours, voir conditions générales de vente Luxair disponibles sur www.miles.lu

Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775, www.bcee.lu, tél. (+352) 4015-1

TAFTA (Trans-Atlantic Free Trade Agreement):

Gute Absichten, aber ernste Gefahren bei der Ausführung

Die Schaffung der geplanten amerikanischen-europäischen Freihandelszone (auch als TTIP oder Transatlantic Trade and Investment Partnership bekannt) soll der Wirtschaft beider Kontinente einen wichtigen Wachstumsschub verleihen, zu einer Zeit, wo sich die globale Wirtschaftsdynamik in die Schwellenländer und nach Asien hin verlagert hat, und Europas Bedeutung langfristig im Schrumpfen ist. Dass bestimmte Eierköpfe berechnet haben, durch den angesagten Vertrag würde sich die Wirtschaftsleistung der EU bis 2027 um 120 Milliarden Euro erhöhen, ist natürlich unsinnige Propaganda, zumal heute niemand sagen kann, wie die Zusammenarbeit konkret aussehen wird.

Das Versprechen von Hunderttausenden zusätzlicher Jobs aber ist, so sagen die Fachleute, durchaus keine Unmöglichkeit. Geopolitisch und weltwirtschaftlich wäre eine USA-EU-Allianz jedenfalls keine falsche Idee, wenn man nicht kampflos den Chinesen, Russen, Indern und Brasilianern das Schlachtfeld des Welthandels überlassen will. Die Absichten sind also offensichtlich gut, und die Chancen eines gesamtwirtschaftlichen Fortschritts durchaus gegeben. Sich dem Projekt prinzipiell zu widersetzen, ist daher kaum gerechtfertigt.

Warum dann die Ängste, die Kritiken, die Proteste, die enorme Aufregung? Nun, ganz offensichtlich sind die Gefahren, dass diese Geschichte total schief laufen könnte, mindestens genauso gerechtfertigt wie die Hoffnungen auf eine wirtschaftliche Expansion. Wenn die Abmachungen nicht bis ins Detail hinein gewissenhaft formuliert sind, droht gegebenenfalls ein geradezu enormer Schaden auf den unterschiedlichsten Gebieten, im Sozialbereich, bei der Gesundheit, dem Verbraucherschutz, hinsichtlich der Umwelt und so weiter.

Arge Erfahrungen

Alles deutet nämlich darauf hin, dass die kapitalistischen Hintermänner der TAFTA-Initiative den großen Coup wiederholen wollen, den sie bereits einmal weltweit erreicht haben in Sachen Globalisierung, wo sie den Welthandel weit öffnen konnten, mit volkswirtschaftlich insgesamt positiven Auswirkungen, doch mit verheerenden Nebenwirkungen, die sich hätten vermeiden lassen, wenn man den weltweiten Geschäftemachern klare Regeln entgegengestellt hätte.

So hätten beispielsweise nur Länder zugelassen werden dürfen, in denen, nach Zertifizierung durch Experten aus der entwickelten Welt, es weder Sklaven-, noch Kinderarbeit, noch die wirtschaftliche Ausbeutung von politischen Gefangenen gibt; wo eindeutige Normen erlassen sind und eingehalten werden für die Sicherheit am Arbeitsplatz, für Gesundheit und Umwelt und gegen Korruption; wo es Mindestregeln gibt für Entlohnung, Arbeitszeit und Arbeitsbedingungen und einen Mechanismus, um diese auch ständig graduell zu verbessern.

Das alles und vieles mehr geschah aber nicht, und deswegen haben sich die Dividenden der Globalisierung (die es unzweifelhaft nach und nach gab) sehr ungleich verteilt, nicht nur zwischen den betroffenen Ländern aller Kontinente, sondern auch innerhalb der einzelnen Länder. Die Globalisierung hat die Bitterarmen noch viel ärmer gemacht, und ein geradezu grotesker Anteil der neuen Profite ist den Skrupellosesten unter den multinationalen Konzernen in den Industriestaaten und den vielen korrupten Diktatoren und Potentaten der Dritten Welt zugeflossen.

Die Globalisierung geschah unter der impliziten Maxime, der Markt allein regle die Dinge bestens, aber er könne dies nur optimal tun, wenn man ihn nicht mit hemmenden Regeln beeinträchtigt. Ob dieser absolute ideologische Irrglaube, der uns bekanntlich auch die Bankenkrise beschert hat, auch tatsächlich ein



höheres Wirtschaftswachstum bringt, ist angesichts der ständigen Skandale und ihrer Rezessionsfolgen inzwischen mehr als fraglich. Undiskutabel aber ist, dass die europäischen Politiker und mit ihnen die Bürger in Sachen Globalisierung auf eine üble Art und Weise hereingelegt wurden. Es gilt zu verhindern, dass dies nun ein zweites Mal geschieht.

Dubiose Absichten

In den neuen transatlantischen Verhandlungen streben gewisse Kreise offensichtlich Lösungen an, bei denen der Investorenschutz extrem hoch angesetzt wird, so dass ein amerikanisches Unternehmen in Europa gegen gesetzliche Veränderungen auf den unterschiedlichsten Gebieten (Umwelt, Gesundheit, Arbeitsrecht) vorgehen kann, und zwar vor internationalen privatrechtlichen Schiedsgerichten, um sich dort nicht nur den ihnen aus Gesetzesänderungen entstehenden realen Schaden begleichen zu lassen, sondern auch ihre ursprünglich erwarteten Gewinnerwartungen künftiger Jahre.

Als diese grotesken Absichten durchsickerten und sich dann in vollem Ausmaß bestätigten, sah sich die EU-Kommission im Februar dieses Jahres gezwungen, die Verhandlungen über den Investitionsschutz vorerst auszusetzen. Die angestrebten Missbräuche sind aber die normalste Sache der Welt, wenn man erst einmal das Primat der Politik über die Wirtschaft abgeschafft hat, wenn das Prinzip gilt, dass der Staat zu allererst im Dienste des Business zu stehen hat.

Hier wird offensichtlich, dass es zwischen Amerika und Europa enorme Unterschiede in den Mentalitäten und den fundamentalen Werten, vor allem im Finanz- und Wirtschaftsbereich, gibt. So würden doch die skrupellosen Besitzer amerikanischer Geierfonds, die derzeit Argentinien erfolgreich im Würgegriff haben (nur weil vor zig Jahren die Militärdiktatoren unkluge Verträge unterschrieben haben), sich in Europa nicht mehr in der Öffentlichkeit zeigen dürfen, während sie in den USA als kluge und absolut korrekte Geschäftsleute gelten dürfen und als erfolgreiche Helden gefeiert werden.

Geheimdiplomatie

Die Verhandlungen zum neuen interkontinentalen Abkommen werden im Geheimen geführt, was insofern bis zu einem gewissen Grad verständlich ist, als sich komplexe Abmachungen nur vertraulich in kleinem Kreis erreichen lassen. Nicht annehmbar ist jedoch, dass auch das Verhandlungsmandat der Unterhändler von Anfang an hätte geheim bleiben sollen: Wir als Betroffene dürfen nicht wissen, womit man uns beglücken will und was man für uns anstrebt.

Wenn wir erst nach TAFTA-Vertragsabschluss erfahren dürfen, um was es da eigentlich ging, dann sind wir voll im Szenario des Globalisierungsdesasters. Die Unterhändler und ihre Auftraggeber haben uns damals nur Wohltaten verspro-

chen und uns dann auch die schrägen Abmachungen als solche verkauft. Und mit Verspätung mussten wir uns später sagen, dass man das Kleingedruckte doch hätte lesen sollen, statt die Technokraten gewähren zu lassen und zu glauben, die Politiker hätten schon ihre Aufsichtsverantwortung wahrgenommen.

Und weil die Promotoren der Internationalisierung nun erwarten müssen, dass wir alle beim USA-Europa-Deal wohl vorsichtiger sein könnten, war diesmal anscheinend vorgesehen, dass bestimmte Teile der Abmachung auch nach der Unterzeichnung geheim bleiben sollen. Politisch fühlt man sich da in die Jahrhunderte der Geheimdiplomatie zurückversetzt, wo die Herrscher der Großmächte Geheimakte abgeschlossen haben, weil kein Parlament Einsprüche geltend machen konnte.

Mulmig wird einem schon, wenn man erfährt, dass die ursprünglichen Textvorschläge auf dem Verhandlungstisch eigentlich aus der Feder der Lobbyisten stammen. Da wurden vorbereitende Arbeitsgruppen vom US-Präsidenten und der EU-Kommission eingesetzt, deren Zusammensetzung auch nach eindringlichen Fragen und heftigsten Protesten bis heute absolut geheim geblieben sind. Die Politik schaffte es hier nicht, die Wirtschaft in Schach zu halten und ihr ordentliche Spielregeln vorzuschreiben. Stattdessen waren es die Geschäftemacher selbst, die von Anfang an die Agenda aufstellten und entschieden, was besprochen werden sollte und was nicht.

Böse Buben am Werk

Während man die Schachzüge der Verhandlungsdelegationen geheim hält, angeblich, damit das Abkommen nicht von vorneherein in der Öffentlichkeit zerredet wird, sind die Industrieverbände und Großkonzerne aber jederzeit über die kleinsten Details auf dem Laufenden. Nur die Verbraucher, Lohnempfänger und einfachen Bürger sollen ausgetrickt werden.

Dass zumindest bestimmte Leute uns ständig überrumpeln wollen, geht allein schon aus der Vorgehensweise hervor, die soeben angewandt wurde beim vor ein paar Wochen vorgestellten Kanadisch-Europäischen Vertrag CETA (Comprehensive Economic Trade Agreement). Als der ausgehandelte Text den Regierungen der EU-Staaten am 1. August zugestellt wurde, gewährte man diesen gerade einmal vier Tage Zeit, bis zum 5. August, um ihre Einsprüche geltend zu machen. Dabei hat das Vertragswerk deutlich über 500 Seiten, und ein Inhaltsverzeichnis wurde nicht mitgeliefert, weil es noch nicht fertig war. Hinsichtlich dieses Vertrages versucht die Barroso-Kommission weiterhin, alle Einsprüche der Zivilgesellschaft diskussionslos vom Tisch zu fegen. Was ihr nicht gelingen wird!

Verdächtig wird die TAFTA-Geheimniskrämerei allemal, wenn man weiß, dass in unserem Namen hier die gleichen Brüsseler Eurokraten pokern, von denen bekannt ist, welche Kuckuckseier sie uns schon in der Vergangenheit ausgebrütet haben, ob auf

politische Weisung hin oder nicht, ob politisch nur schlampig überwacht oder nicht.

Der Präzedenzfall

Vor über zehn Jahren hatte sich die EU-Kommission die ominöse Bolkestein-Direktive (offiziell: Richtlinie über die Dienstleistungen im Binnenmarkt) ausgedacht und schon fast an allen Instanzen vorbeigeschleust, einschließlich unterschiedlicher Ausschüsse des Europaparlamentes. Sie konnte nur in allerletzter Minute von einem regelrechten Bürgeraufstand unter Anführung aller europäischen Gewerkschaften und Bürgerinitiativen in allen EU-Staaten gekippt werden. „fonction publique“ titelte damals übrigens: „Europa und wir: Mit der Frankenstein-Richtlinie zum europäischen Werte-Abbau?“ Unsere Proteste fruchteten: Kommissar Bolkestein ruderte zurück.

Dabei ging es um die Durchsetzung des Prinzips der uneingeschränkten Freiheit für Unternehmen, polnische oder rumänische Klempner (oder Bauarbeiter, Busfahrer, Krankenpfleger, Apotheker, Architekten oder was auch immer) nach Westeuropa zu importieren, um sie hier mit polnischen und rumänischen Löhnen und nach dortigem Arbeitsrecht zu beschäftigen. Selbstverständlich mit der Konsequenz eines unvorstellbaren Lohn- und Sozialdumpings in Westeuropa. An diese Episode muss hier erinnert werden, um zu verdeutlichen, dass den marktideologischen Eurokraten der obersten Etagen die ungeheuerlichsten Ungeheuerlichkeiten zuzumuten sind.

Heute wie damals sind die gleichen 30.000 (!!!) Lobbyisten in Brüssel als Kullenschieber am Werk im direkten Umfeld der EU-Kommission. So dass beim Dealen mit den Amerikanern schon Unvorstellbares herauskommen kann, wenn man diesen Leuten nicht auf die Finger schaut. Der neue Kommissionspräsident Juncker scheint die Gefahr erkannt zu haben, weil er in den letzten Monaten mehrfach erklärt hat, mit ihm gebe es bei einem Vertrag mit den Amerikanern kein Aushebeln der europäischen Normen und Werte. In mancherlei Hinsicht hat der künftige Kommissionschef einen wahren Augiasstall auszumisten!

Nun ist es natürlich in der Sache nicht so, dass die Amerikaner reihenweise tot umfallen würden, weil bekanntlich alle ihre Brathähnchen im Chlor gewaschen sind. Womöglich sind wir Europäer ja zuweilen punktuell etwas übervorsichtig, aber das ist keine gefährliche Haltung. Bedenklich wäre vielmehr das Gegenteil, also unvorsichtig zu sein. Unsere überseeischen Freunde haben schon eine nicht logische und recht schräge Einstellung, wenn sie davon ausgehen, dass eine echte Gefahr erst dann gegeben ist, nachdem sie wissenschaftlich eindeutig bewiesen wurde.

Zwei Welten

Und wenn die üblen Zusammenhänge dann tatsächlich bewiesen sind – siehe Klimawandel – dann finden sich immer noch Hunderte von vorgeblich unabhängigen „Experten“ im Solde der interessierten Industrien, die es auf Tausenden von Seiten bestreiten. Um die öffentliche Meinung zu übertölpeln und die Politiker gefügig zu machen, sind den amerikanischen Konzernen und ihren Verbänden, von den Flintenherstellern bis zu den Energiemultis, keine Kampagnenkosten zu hoch und es gibt keine Wahlkampfspende zu viel.

Wie heikel die TAFTA-Problematik ist, erkennt man am besten an der unterschiedlichen Herangehensweise beim Konsumentenschutz. Generell sind amerikanische Produkte selbstverständlich nicht gefährlicher als europäische. Und auch Konsumentenschutz-Initiativen gab es in den USA lange bevor sie in Europa entstanden.

Aber in Europa ist die gesetzliche Praxis so, dass man im Vorhinein über Brüsseler Richtlinien sehr genaue Vorgaben festlegt, deren Einhaltung dadurch gesichert wird, dass beispielsweise alle Industriegüter in der Regel vor ihrer Kommerzialisierung durch unabhängige Prüfer zertifiziert sein müssen. Im Gegensatz dazu werden in

den USA alle Verstöße erst im Nachhinein geahndet, über hohe Schadenersatzzahlungen und Strafen.

Dort müssen die Produzenten von unsicheren und ungesunden Erzeugnissen gegebenenfalls nicht bloß den entstandenen und bewiesenen Schaden ausgleichen, sondern sie riskieren in der Regel, Entschädigungen zahlen zu müssen, die das Hundert- oder Tausendfache des realen Schadens darstellen. Und auch die verhängten Strafen können enorme Ausmaße annehmen.

Ein theologischer Streit

Theoretisch könnte die amerikanische Abschreckungsstrategie genauso wirksam sein, wie die teure Produkt- und Dienstleistungs-Harmonisierung in Europa. Das amerikanische Vorgehen erlaubt eine schnellere Produkteinführung, hat aber zuweilen auch lästige Nebenwirkungen.

Ein konkretes Beispiel: In Europa kommt es auch bei eindeutigen, groben Fehlern eines Arztes nur in den allerseltensten Fällen zur Entschädigung eines Patienten oder seiner Hinterbliebenen. In den USA ist das gang und gäbe, und somit ist der Patientenschutz offensichtlich besser als in Europa. Leider müssen deswegen aber alle Chirurgen extrem teure Berufs-Versicherungen abschließen, die in der Regel den Großteil ihrer Einkünfte ausmachen, mit der logischen Konsequenz, dass erstens viele Ärzte Honorare berechnen, die ein Mehrfaches jener in Europa ausmachen und dass zweitens deswegen nur noch ganz Wohlhabende sich überhaupt eine Operation leisten können.

Asymmetrie

Es ist aber einerlei, ob die amerikanische oder die europäische Art die bessere ist. Denn weder die Amerikaner noch wir werden unsere allgemeine Vorgehensweise ändern. Deshalb muss das TAFTA-Abkommen leider mit dieser asymmetrischen Ausgangslage zurechtkommen. So aber stellt sich die Frage, ob man erlauben soll, dass alle amerikanischen Produkte künftig, im Gegensatz zu bisher, ohne eine ordentliche Zulassung importiert werden können. Wenn ja, so ginge dies sowohl zu Lasten der europäischen Konsumenten als auch der hiesigen Produzenten, die nun einem unfairen Wettbewerb ausgesetzt wären.

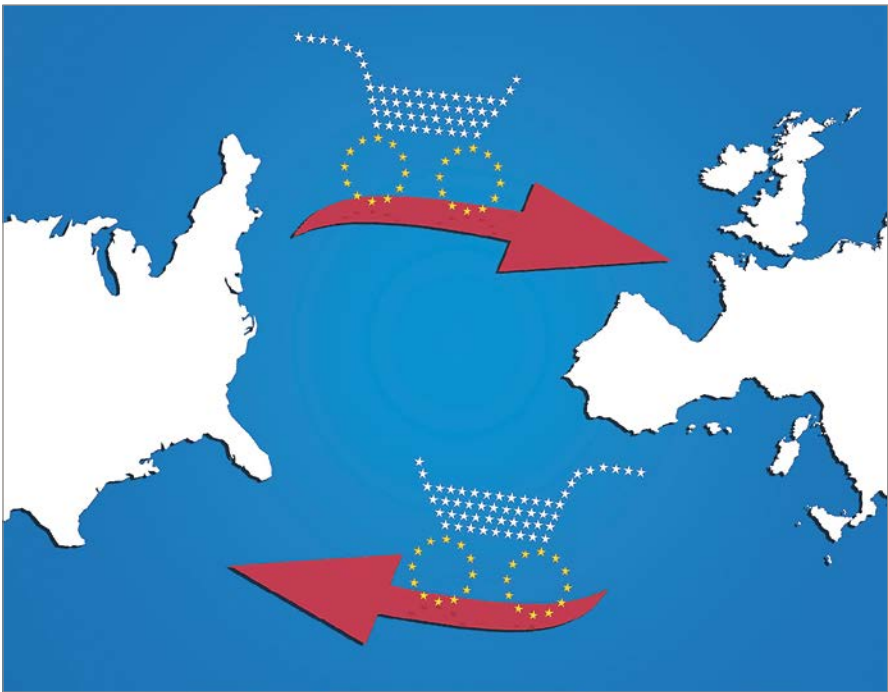
Der erste Aufschrei in Europa war: Freie Fahrt für die gesamten genmanipulierten Agrarprodukte?! Nun stecken die Verhandlungen fest, und es ist klar geworden, dass die monströsen Zielvorstellungen der internationalen vereinigten Kapitalisten weder am Europa-Parlament und am Ministerrat noch an den nationalen Parlamenten vorbeigeschmuggelt werden können. Die Zivilgesellschaft und die Gewerkschaftswelt sind nun auf breiter Front alarmiert.

Klar ist, dass diese Suppe nicht so heiß gegessen wird, wie sie uns aufgetischt wurde. Aber nur weil (und wenn) wir wachsam sind. Die europäischen Gesundheits- und Umweltnormen, auch in Sachen Genmanipulation, müssen ausdrücklich und integral im Vertragswerk festgeschrieben werden, und die gesetzgeberische Souveränität unserer Demokratien darf nicht mit dreckigen Tricks skrupelloser Rechtsanwälte auszuhebeln sein.

Der Investorenschutz muss sich eindeutig darauf beschränken, nur sicherzustellen, dass ausländische Unternehmen nicht diskriminiert werden, und dass auch sie bei notwendigen Enteignungen eine korrekte Entschädigung erhalten. Die geplanten Schiedsgerichte sind eine inakzeptable Privatisierung der Justiz, und die beabsichtigten Geheimklauseln eine groteske Enormität.

Alle, die ursprünglich auf europäischer Seite an diesen Gedankenspielen mitwirkten, haben sich einer anti-demokratischen Konspiration schuldig gemacht. Weil sich aber wohl kein Paragraph finden wird, um sie strafrechtlich zu belangen, sollten sie zumindest aus dem Verkehr gezogen werden, auch durch ein lebenslängliches Verbot von Lobbytätigkeit.

Doch darüber hinaus sollten wir uns davor hüten, in der TAFTA-Angelegenheit jetzt das Kind mit dem Bade auszuschütten. Die Idee eines transatlantischen Handelsabkommens hat durchaus ihre positiven Seiten. Nur sind dabei viele Einzelheiten zu überprüfen und zu hinterfragen und ausreichende Garantien einzubauen für das Einhalten der demokratischen und rechtsstaatlichen Spielregeln, die in vielen Jahrzehnten erkämpft wurden.



Die andere Seite der Medaille

Nun noch ein klärendes Wort hinsichtlich einiger Ängste aus rein Luxemburger Perspektive. Viele Mitbürger, die unsere wirtschaftliche Entwicklung der letzten Jahrzehnte nur sehr oberflächlich verfolgt haben, sehen Luxemburg, als sehr kleines Land, besonders stark gefährdet durch die Globalisierung wie durch die anhaltende Homogenisierung und Harmonisierung in Europa.

Es stimmt durchaus, dass auch hierzulande manche Unternehmen und Sektoren schwer getroffen wurden durch die ominöse „Delokalisierung“ der Produktion nach Osteuropa und Asien. Und es traf auch scheinbar leistungsstarke Industrien, als der europäische Stahl von jenem der Schwellenländer bedrängt und vielfach verdrängt wurde.

Wohlweislich erlitt Villeroy und Boch keinen Schaden, aber doch die hiesigen Arbeiter und Angestellten der Firma. Und die billigen chinesischen Faïencerie-Arbeiter von V&B sind auch alles andere als blendende Gewinner bei diesem Vorgang. Die Champions der Globalisierung aber produzieren mehr als zuvor und machen höhere Gewinne, zu Lasten der Arbeitslosen. Und die Kosten der Arbeitslosigkeit hat die Allgemeinheit zu tragen.

Bevor es die Globalisierung befürwortete, wusste das europäische Patronat sehr wohl, dass es lediglich seine Werkbänke nach Rumänien, China oder Bangladesch verschieben müsste, um nicht nur am Ball zu bleiben, sondern um die Profite zu erhalten und zu verbessern. Schuld an unseren Globalisierungsfolgen sind nicht die chinesischen Wanderarbeiter und die Slumbewohner in Malaysia.

Und die europäische Integration kennt genauso ihre Gewinner und Verlierer. Der große gemeinsame und offene Markt mit 500 Millionen Verbrauchern hat in den letzten Jahrzehnten einen enormen Aufschwung hervorgebracht, bis in alle Ecken des Kontinentes hinein, auch wenn viele Skeptiker dies bestreiten. Wir wissen genau, dass in Luxemburg zehnmal mehr Jobs geschaffen als abgebaut wurden.

Ganze Länder aber wurden vor allem in Südeuropa in die Bredouille gebracht durch das miserable Verhalten unfähiger Politiker und mancherorts durch sträfliche Nachlässigkeiten und eine bodenlose Korruption. Diejenigen Staaten aber, die gewissenhaft, diszipliniert und klug vorgegangen sind, die Deutschen, Luxemburger, Iren oder Balten, konnten dank der Markttöffnung ihre Wirtschaftsleistung und ihren Wohlstand verbessern, auf Kosten der Chaoten und der Bequemen.

Luxemburg auf dem Siegerpodium

Im verstärkten Wettbewerb der Europäer hat Luxemburg auf außergewöhnliche Art und Weise von der Öffnung der Märkte profitiert, weil es ihm gelang, sich hohe Anteile an besonders einträglichen Sektoren zu sichern. Und deshalb sind hierzulande alle Minderwertigkeitsgefühle genau so fehl am Platz wie jede übertriebene Angst vor der Zukunft.

In Bereichen wie Weltraumkommunikation und Investmentfonds sind wir nicht nur der Europameister, sondern gleich sogar

der Weltmeister, weil wir es verstanden, die Gunst der Stunde zu nutzen als sich die Märkte öffneten. Das geschah nicht zufällig, sondern nur weil wir schneller und smarter waren als andere. Wir: Damit sind auch eingewanderte Banker, Internetpioniere, Marketing-Spezialisten, Programmierer, Übersetzer und vor allem Investoren aller Herkunft gemeint.

Wir haben rechtzeitig die richtigen Nischen entdeckt und hatten sie bereits besetzt, bevor andere das Potential erkannten, ob es dabei um Internethandel oder Datacenter, um Lebensversicherungen oder „propriété intellectuelle“ geht. Aber unsere Chance erhielten wir nur – und das ist wichtig – weil sich die Märkte für unsere Exporteure tatsächlich öffneten.

Luxemburg ist einer der ganz großen Gewinner des Abbaus der Handelshemmnisse geworden, weil es angesichts der Gefahr nicht ängstlich den Kopf eingezogen hat, sondern mutig die Bedrohung als Chance wahrnahm und nutzte. Künftig werden wir umso besser auf dieser Erfolgswelle weitersurfen können, je besser sich die Exportmöglichkeiten ausweiten, beispielsweise durch TAFTA.

Das Funktionieren der Markt-Eroberung

Die Bedeutung eines großen Absatzgebietes ist in der heutigen Wirtschaft von entscheidender Wichtigkeit. Um die Mechanismen von Markttöffnung und Liberalisierung und deren erfolgreiche Handhabung zu verdeutlichen, seien hier zwei konkrete, leicht verständliche Beispiele angeführt, die alle beide von enormer Bedeutung für den Aufschwung des Finanzplatzes Luxemburg waren.

Die erste Geschichte spielt in den 80er Jahren, als die EU beschloss, einen einheitlichen Markt für Investmentfonds zu schaffen. Dazu erstellte sie präzise Regeln für diese Instrumente und verfügte, dass jeder Fonds, der unter Beachtung dieser Normen in irgendeinem EU-Land geschaffen und zugelassen wurde, einen sogenannten Euro-Pass erhielt mit der Erlaubnis, auf dem gesamten Gebiet der EU verkauft zu werden, ohne erneute Überprüfung und Zulassung.

Bevor die anderen Länder die Umsetzung der neuen Bestimmungen richtig in Angriff nahmen, hatte Luxemburg bereits seine Gesetzgebung in Kraft gesetzt und Hunderte von Fonds genehmigt, weil die internationalen Banken schon lange vor Ungeduld zappelten, diese Geschäftsgelegenheit schnellstens zu nutzen. Die Irländer folgten Luxemburg auf dem Fuß, und so sind heute 85% aller grenzüberschreitend in Europa verkauften Fonds in Luxemburg und Dublin registriert.

Ohne diesen Coup gäbe es heute 15.000 hoch bezahlte Jobs weniger in Luxemburg. Die damalige Chance hatte auch der Schweizer Bankenverband gesehen, doch weil die Schweiz kein EU-Mitglied ist, hätten Schweizer Fonds sich den Zugang zum EU-Markt erst nach jahrelangen Verhandlungen durch bilaterale Verträge sichern können. Während die Schweiz deswegen das Nachsehen hatte, verpassten die Schweizer Banken ihrerseits die Gelegenheit selbstverständlich nicht, nur legten sie ihre Fonds eben in Luxemburg auf statt in der Schweiz. Und heute stellen sie in Luxemburg die zweitwichtigste Gruppe

von Fondsbetreibern, hinter ... den Amerikanern, die ebenfalls einen EU-Standort brauchen, um mitmischen zu können.

Die zweite Story ist nur eine leichte Abwandlung der ersten. Als die Schaffung eines gemeinsamen Marktes für Lebensversicherungen anstand, geschah dies über den sogenannten „Europäischen Wirtschaftsraum“, eine Zone, die neben allen EU-Ländern auch die EFTA-Staaten Norwegen, Island und Liechtenstein umfasst, nicht jedoch die Schweiz, die sich selbst per Volksentscheid die Mitwirkung untersagte.

Hier haben sich die Schweizer erneut selbst ins Bein geschossen, weil nun aus der Schweiz heraus keine Lebensversicherungen an EU-Kunden verkauft werden können. Die Schweizer Versicherer mischen selbstverständlich auf diesem Markt munter mit, sie tun es aber über starke Niederlassungen in Luxemburg, wo auch ihr Rückversicherungsgeschäft für die EU-Länder abläuft. Luxemburg ist heute mit Abstand der größte Standort für grenzüberschreitende Lebensversicherungen in der EU.

Und als der Internethandel sich vor gut einem Jahrzehnt ankündigte, wurden die US-amerikanischen Unternehmen dazu verpflichtet, ihre Verkäufe und Dienstleistungen von einem europäischen Standort aus abzuwickeln und zu versteuern. Aber diese Geschichte kennen Sie bereits, lieber Leser. Es ist die Story der Milliarden Euro an Mehrwertsteuern für unsern Finanzminister, die in den kommenden Jahren abnehmen werden.

Bedrohung der Chance?

Es bleibt zum Abschluss die Frage zu beantworten, wie dieser TAFTA-Vertrag, wenn er zustande kommt, sich auswirken wird auf unser Land. Eine Frage, die sich zum heutigen Zeitpunkt nicht eindeutig beantworten lässt, weil nicht feststeht, wie die Abmachung im Einzelnen ausschauen wird. Denn darauf kommt es maßgeblich an.

Weil Luxemburg bereits in mancher Hinsicht der amerikanische „Gateway to Europe“ ist, also das US-Scheunentor in den riesigen europäischen Markt, müsste uns jede Intensivierung der Beziehungen eigentlich überdurchschnittliche Vorteile bringen. Es sei denn, die Veränderung erlaubt es den Amis, künftig von Übersee aus die europäische Kundschaft direkt zu bedienen, ohne dass noch ein Standbein in Europa erforderlich bleibt. Dazu aber scheint der EU-Markt mit seiner kulturellen und sprachlichen Vielfalt doch wohl zu komplex, zumindest wenn eine private Kundschaft bedient werden soll.

Die Lage ist je nach Branche und Unternehmensgröße unterschiedlich. Kein „globaler Player“ hat den TAFTA-Abchluss abgewartet: So kaufte der Satellitenbetreiber SES bereits vor Jahren einen amerikanischen Konkurrenten auf, unterhält nun dort eine Menge technischer Anlagen und bedient unter anderem über seine Tochterfirma „SES Government Solutions“ viele US-Bundesverwaltungen. Und sein Hauptkonkurrent Intelsat, mit Hauptverwaltung in Washington/DC, hat vor ein paar Jahren seinen offiziellen Firmensitz und seine Finanzabteilungen nach Luxemburg verlegt.

Heute verkaufen die amerikanischen Banken in ganz Europa und auf andern Kontinenten ihre Luxemburger Fonds: Werden sie in zehn Jahren nur noch amerikanische Fonds verkaufen? Kaum, aber ein bisschen vielleicht schon. Hingegen sind die Fonds „made in Luxembourg“ heute ein Renner in Hong Kong, Tokyo und Santiago de Chile, aber es gibt sie aus rechtlichen Gründen nicht in den USA. Sollte sich der dortige Markt formal für europäische Finanzprodukte öffnen, so ist es dennoch nicht klar, ob es sich dann tatsächlich lohnen würde, ihn erobern zu wollen.

Ob ein TAFTA-Abkommen tatsächlich unterzeichnet wird und wann es in Kraft tritt, das bleibt abzuwarten. Ergibt sich aber die nun angestrebte verbesserte Zusammenarbeit, so steckt der Teufel im Detail, vor allem um zu wissen, wie sie sich auswirkt und welche Seite mehr Vorteile daraus ziehen kann. Und auch, ob es eine Katastrophe für Gesellschaft und Demokratie wird oder problemlos zu mehr Wirtschaftswachstum beiträgt, und dadurch zu weiterem sozialen Fortschritt.

Videant consules ...

News vom Portfolio des Shareholders „Staat“

Wenn er uns demnächst via TVA-Steuererhöhung in die Tasche greift, dann tut Vater Staat so, als sei er der arme Jakob. Dabei haben sich die Staatseinnahmen für die ersten 7 Monate dieses Jahres erneut um über +400 Millionen € gegenüber dem gleichen Vorjahreszeitraum verbessert, was einen Anstieg um über 5% darstellt. Jeder Mindestlohnempfänger, jeder Durchschnittsbürger, jeder Staatsbeamte würde sich privat über eine Einkommensentwicklung dieser Art freuen, unsere Regierung aber jammert. Die Staatseinnahmen bis Ende Juli haben sich binnen 2 Jahren um +16%, in 6 Jahren um +41%, in 10 Jahren um +86% verbessert. Auch wenn die nationalen Meinungsmacher nicht darauf hinweisen.

Die Staatsschulden sinken wieder, wie dies im Sommerloch amtlich (aber extrem diskret) bestätigt wurde. Das für 2013 angekündigte Haushaltsdefizit nach Maastricht-Berechnung ist nicht eingetroffen, wie seit dem Frühjahr bekannt ist. Die Benotung AAA für unsere Staatsschuld wurde vor kurzem auf „Stabil“ aufgewertet. Dabei gibt es weniger als ein halbes Dutzend Länder in der Welt, welche eine AAA-Bewertung vorweisen können.

Und was die derzeitige Wirtschaftslage angeht, so erwartet man in Luxemburg für das laufende Jahr eine Steigerung des Bruttoinlandsproduktes um +2,9%, gegenüber +1,5% in Deutschland und +0,5% in Frankreich. Und in den letzten 12 Monaten wurden hierzulande 9.400 zusätzliche Jobs geschaffen. Dass Luxemburg inmitten eines Sumpfes von Wachstumschwäche und Stagnation deutlich auf Erfolgskurs bleibt, ist offensichtlich kein großes Thema.

Auch angesichts dieser positiven Entwicklung ist die Regierung offensichtlich nicht bereit, ihre umstrittenen Steuererhöhungspläne einfach zu vergessen oder aber zumindest zusammenzustrichen, indem sie wenigstens auf deren umstrittensten Elemente verzichtet.

Als Beitrag zur anstehenden Debatte über die tatsächliche Lage der Staatsfinanzen erlaubt sich „*fonction publique*“ einen indiskreten Blick auf die Vermögenslage des armen Jakob.

P.Z.

ASTRA auf Rekordkurs

Wenn wir nicht wüssten, dass die geostationären Erdtrabant der Astra-Flotte immer die gleiche Geschwindigkeit beibehalten müssen – sie liegt übrigens bei gut 3 km in der Sekunde oder 11.000 km in der Stunde – so wären wir versucht zu glauben, sie würden immer schneller drehen. Immerhin werden es deren von Jahr zu Jahr mehr, so dass das Unternehmen SES heute 56 Satelliten betreibt. Das aber erfreut die Luxemburger öffentliche Hand als größter Aktionär der Luxemburger Vorzeigefirma.

Der Staat selbst besitzt 58.627.243 sogenannte B-Aktien und 7.220.080 Depotscheine, welche die gleiche Anzahl an börsennotierten A-Aktien darstellen. Bei einem Börsenkurs von 28 € (Seit Anfang September liegt er zwischen 27,8 und 28,6 €), haben die A-Aktien einen Wert von 202 Millionen, die B-Aktien aber einen solchen von 657 Millionen. Macht zusammen 859 Millionen Euro.

Im laufenden Jahr kassierte der Aktionär Staat auf dieser Beteiligung 32,8 Millionen € als Dividende, gegenüber 29,8 Millionen im Vorjahr. Der ausgeschüttete Gewinn hat sich über fast 25 Jahre ständig erhöht, und allein im letzten Jahrzehnt hat die Dividende pro A-Aktie sich von 0,22 € auf 1,07 € pro Anteilsschein fast verfünffacht.

Die beiden Staatsbanken Spuerkeess und SNCI halten vergleichbare Aktienpakete, so dass die öffentliche Hand insgesamt 168.800.000 B-Aktien und 21.089.290 A-Aktien kontrolliert, welche zum Gegenwert von 28 € über 2.481 Millionen € wert sind und dabei 21,95% des Gesamtkapitals der SES darstellen. (Bei einem Börsenkurs von 28 € errechnet sich übrigens für die SES ein Gesamtwert von 11,3 Milliarden €.)

Gegenüber Anfang des Jahres ist dieser Wert der Beteiligung der öffentlichen Hand um über 396 Millionen € angewachsen (davon um 137 Millionen €

für die alleinige Beteiligung des Staates), und gegenüber Ende 2009 sogar um 1.090 Millionen €. Damals lag der Wert des Paketes noch unter 1,4 Milliarden, jetzt wie gesagt bei fast 2,5 Milliarden.

Binnen 10 Jahren hat sich der Börsenkurs übrigens mehr als vervierfacht, also fast so schnell wie die Dividende. Und die SES schaut weiter expansiv in die Zukunft, mit einem verstärkten Geschäft in den Schwellenländern und einem höheren Engagement im Internetbereich. Sie besitzt beispielsweise eine Beteiligung von inzwischen 47% an dem Unternehmen O3b Networks, deren Satelliten auf niedrigeren Umlaufbahnen sich derzeit als interkontinentales Rückgrat für den Internetverkehr positionieren.

Shareholder Staat ist also alles andere als ein armer Jakob, der ohne Steuererhöhungen in den Konkurs driftet. Übrigens verfügen die B-Aktien bei SES über 33,33% aller Stimmrechte, während den A-Aktien im öffentlichen Besitz theoretisch 4,22% der Stimmrechte zukommen, die jedoch nicht genutzt werden, weil sie als börsennotierte, stimmrechtlose Zertifikate gehalten werden.

Unser Hinweis auf den Staatsschatz im Weltall sollte nun natürlich nicht aufgefasst werden als eine Aufforderung, diesen meistbietend zu verschern, um die Staatsschuld drastisch abzubauen. Aber beim permanenten öffentlichen Gerede über die angeblich enorme Staatsschuld (in Wirklichkeit natürlich die relativ niedrigste aller Staaten Westeuropas und der gesamten industrialisierten Welt), müssen die staatlichen Finanzaktiva von den Schulden in Abzug gebracht oder zumindest der Bruttoverschuldung gegenüber gestellt werden. Soviel gesunden Menschenverstand müssten doch auch Politiker und Journalisten aufbringen, um zu einer objektiven und ausgewogenen Bewertung der Lage zu gelangen.

Cargolux-Jumbos im Aufwind

Vor drei Jahren betrieb Cargolux 15 oder 16 Jumbo-Jets. Die Banker und Politiker im Cockpit des Unternehmens aber jammerten laut und taten uns glauben, man müsse die Flotte abbauen auf 12 bis 13 Flugzeuge. Der damals neue katarische Besserwisser an Bord redete gar von maximal 8 bis 9 Stück, wohl weil er einen Teil des Geschäftes auf seine Maschinen umladen wollte. Und wissen Sie, lieber Leser, wie viele „Aircraft“ heute für Cargolux im Einsatz sind?

Bitte sehr: 22! Was man uns auf diesem Gebiet in den letzten Jahren an Prognosen und angeblichen Informationen zugemutet hat, das kann man nur, höflich ausgedrückt, als totales Veräppeln des Publikums ansehen. Das ganze Jahr 2013 hindurch wurde uns in allen Tonlagen ein substantielles Jahresdefizit angekündigt, das bei Kontenabschluss dann aber verschwunden und einem Jahresgewinn von 8,4 Millionen \$ gewichen ist. Die hauptsächlich im Laufe der Lohnverhandlungen gelieferte Desinformation ist eine arrogante Missachtung des Hauptaktionärs, des Luxemburger Steuerzahlers.

Das Spiel mit der Ankündigung eines Jahresdefizits wiederholt sich nun erneut für 2014. Dabei weiß doch jeder, dass sich bei einem Unternehmen mit so hohen Investitionen und daher so vielen Abschreibungsmöglichkeiten das Ergebnis beliebig nach unten drücken lässt. Das Problem der Cargolux-Konten liegt weniger bei der Ertragslage als vielmehr bei einer geradezu unverantwortlichen Unterkapitalisierung des Unternehmens. In nur drei Jahren wurden 11 neue Jumbos des Typs 747-8F geliefert (3 weitere sind in Bestellung); bei einem offiziellen Stückpreis von 357 Millionen Dollar erreichen die Anschaffungskosten nunmehr 4 Milliarden und schließlich 5 Milliarden Dollar. An Eigenmitteln aber wies Cargolux Ende letzten Jahres 469 Millionen Dollar aus, gegenüber einer Schuld von 2.080 Millionen, wobei zusätzlich ein Teil der Flotte nur geleast ist und der Gesellschaft nicht gehört. Es ist eine grobe Irreführung der Öffentlichkeit, eine Kapitalerhöhung mit Verlusten zu rechtfertigen, wenn sie der Expansion geschuldet ist.

Heute besitzt der Staat selbst 8,32% der Car-

golux-Aktien und die beiden staatlichen Banken SNCI und BCEE jeweils 10,67% und 10,91%, was ein Total von 29,9% ergibt. Die Luxair hält weitere 35,1%, so dass sich die Luxemburger Eigentümer 65% teilen, gegenüber 35% für den neuen chinesischen Aktionär.

Bei Luxair wiederum ist aber der Staat Hauptanteilgeber mit 30,04%, während die Spuerkeess weitere 21,81% hält, was zusammen einen Anteil von über 50%, ergibt. Da auch die BIL (mit dem Staat im Aktionariat) einen Anteil an Luxair hält, wie auch die Luxair-Gruppe selbst, liegt der staatliche Anteil an Luxair wirtschaftlich gesehen bei rund 71,5%, und jener an der Cargolux somit direkt und indirekt bei 55%.

2013 hat sich die Zahl der Passagiere von Luxair um 9,5% erhöht und die gelöschte Luftfracht um +8,5%. Das Jahresergebnis der Gesellschaft, die derzeit 17 Flugzeuge im Einsatz hat, war positiv. Die Unternehmensbilanz bewertet die Eigenmittel von Luxair auf 350 Millionen €.

Carrières FEIDT



Montée d'Ernzen
L-7636 Ernzen

Tél. : (00352) 87 94 75 /
Fax : (00352) 87 94 78



Pierres naturelles
Gabions

www.carrieresfeidt.lu

Die hübschen 100%-Töchter

Die staatliche Beteiligungsbank SNCI wies zum 31. Dezember 2013 Eigenmittel in Höhe von 1.250 Millionen € aus gegenüber 512 Millionen 10 Jahre früher. Dabei sind die Beteiligungen höchstens zum Erwerbspreis in Rechnung gestellt, obschon sie meistens viel mehr wert sind. So ist beispielsweise der Anteil an der SES nur mit 124 Millionen € ausgewiesen, während sich zum Börsenkurs per Jahresende 2013 aber eine Bewertung von 685 Millionen ergibt, so dass sich eine „réserve cachée“ von 561 Millionen errechnen lässt. Zum derzeitigen Kurs von 28 € ergibt sich ein tatsächlicher Marktwert von 815 Millionen und eine nicht realisierte Wertsteigerung von 691 Millionen €.

Eine SES-Unterbewertung gleichen Ausmaßes versteckt sich auch in der Bilanz der Staatssparkasse, neben anderen stillen Reserven auf Beteiligungen und vor allem enormen Unterbewertungen von Immobilien und bebauten Grundstücken, die über 150 Jahre hinweg gekauft, beziehungsweise errichtet und abgeschrieben wurden. Ohne diesen Umständen irgendwie Rechnung zu tragen, legt die BCEE – wie die SNCI integral in Staatsbesitz – in den nicht konsolidierten Konten immerhin Eigenmittel in Höhe von 3.306 Millionen € (gegenüber 3.002 im Vorjahr) offen, bei einem ausgewiesenen konsolidierten Jahresgewinn von 208 Millionen € (Vorjahr: 198 Millionen). In diesen Zahlen nicht enthalten sind Wertsteigerungen auf Beteiligungen von (wie aus den Konsolidierungskonten ersichtlich

wird) mindestens 220 Millionen €, davon 135 Millionen in der Luxembourgeoise-Gruppe (die BCEE hält hier 40%), neben 65 Millionen bei Luxair und fast 20 Millionen bei der Börse. An der Börse aber ist der Staat wie bei Luxair selbst auch direkt beteiligt. – Im Laufe von 2013 zahlte die Sparkasse dem Staat eine Dividende von 30 Millionen für das Geschäftsjahr 2012.

Die Post ihrerseits konnte Ende 2013 Eigenmittel in Höhe von 1.505 Millionen € ausweisen, gegenüber 1.423 Millionen im Vorjahr, bei einem Jahresergebnis von 60 Millionen. Die Eisenbahn CFL (nur zu 94% in Staatsbesitz) weist Eigenmittel von 607 Millionen aus, die Zentralbank BCL von 186 Millionen, LuxConnect von 75 Millionen €.

Börsennotiertes und varia allotria

Die staatlichen Beteiligungen an börsennotierten Firmen sind ihrerseits beachtlich und erreichen zu den derzeitigen Kursen 430 Millionen € für ArcelorMittal, 50 Millionen für Aperam und 28 Millionen für SEO sowie 700 Millionen für die französische Bank BNP-Paribas. Da letzteres Paket im Umtausch gegen 16% der BGL-Anteile erworben wurde, kann man den verbleibenden Staatsanteil an der BGL von 34% auf rund 1,4 Milliarden schätzen. Die staatliche Beteiligung von 10% an der BIL ist nach Bilanzberechnung 115 Millionen € wert, tatsächlich aber wohl viel mehr. Der Staatsanteil an Enovos International beläuft sich auf mindestens 335 Millionen, und so weiter, und so fort.

Damit sind wir allein für diese Beteiligungen schon bei über 12,3 Milliarden Euro angelangt. Und viele weitere, vor allem kleinere Beteiligungen (und schwer zu bewertende, wie etwa die Urbanisierungsfonds mit ihren Immobilien mit ständig aufwärts tendierenden Preisen) wurden dabei noch nicht angesprochen. Genauso wenig die Anteile des Luxemburger Staates am Internationalen Währungsfonds und der Weltbank, der Europäischen

Investitionsbank und dem Euroretungsschirm, der Osteuropabank und den Entwicklungsbanken in Asien und Afrika und so weiter, die sich auf Hunderte Millionen € belaufen. Ferner die hohen liquiden Mittel des Staates und die Reserven der diversen staatlichen Investitionsfonds. Daneben besitzt der Staat noch Büroimmobilien auf Kirchberg, die er an europäische Institutionen vermietet (und durchaus verkaufen könnte) sowie alle staatlichen Gebäude, Straßen, Autobahnen, Eisenbahnlinien und sonstige Infrastrukturen wie Brücken, Tunnel, Flughafen, Hafen, Sportanlagen, Kulturstätten usw.

Das alles ist (abgesehen von der bestehenden Staatsschuld natürlich) integral bezahlt worden mit früheren Staatseinnahmen, also praktisch integral von den heutigen und früheren Steuerzahlern, die es den künftigen Generationen gratis zur Verfügung stellen. Ist es da nicht sinnvoll, zumindest einen kleinen Teil der Investitionskosten durch die künftigen Nutznießer bezahlen zu lassen, über eine von ihnen zurückzahlende Staatsschuld? In diesem Sinne ist es somit durchaus nicht unverant-

wortlich, den enormen, vorhin aufgezählten Finanzaktiva auch erträgliche Staatsschulden gegenüberzustellen. Die hysterische Debatte über die angeblich verlotterten Staatsfinanzen lässt hier jedes vernünftige Augenmaß vermissen.

Haben Sie sich, lieber Leser, schon einmal die Brutto-Staatsschuld genauer angeschaut, und wissen Sie, wie hoch diese derzeit ist? Nein? Nicht so schlimm! Schließlich haben die allermeisten Politiker dies offensichtlich auch nicht getan, genau so wenig wie die schreibende Zunft und die Leute vor den Kameras und Mikrofonen. Diese aber geben vor, die Lage bestens zu kennen, während sie sie nur aus den „urbanen Legenden“ von ABBL, Fedil und „5 vir 12“ kennen.

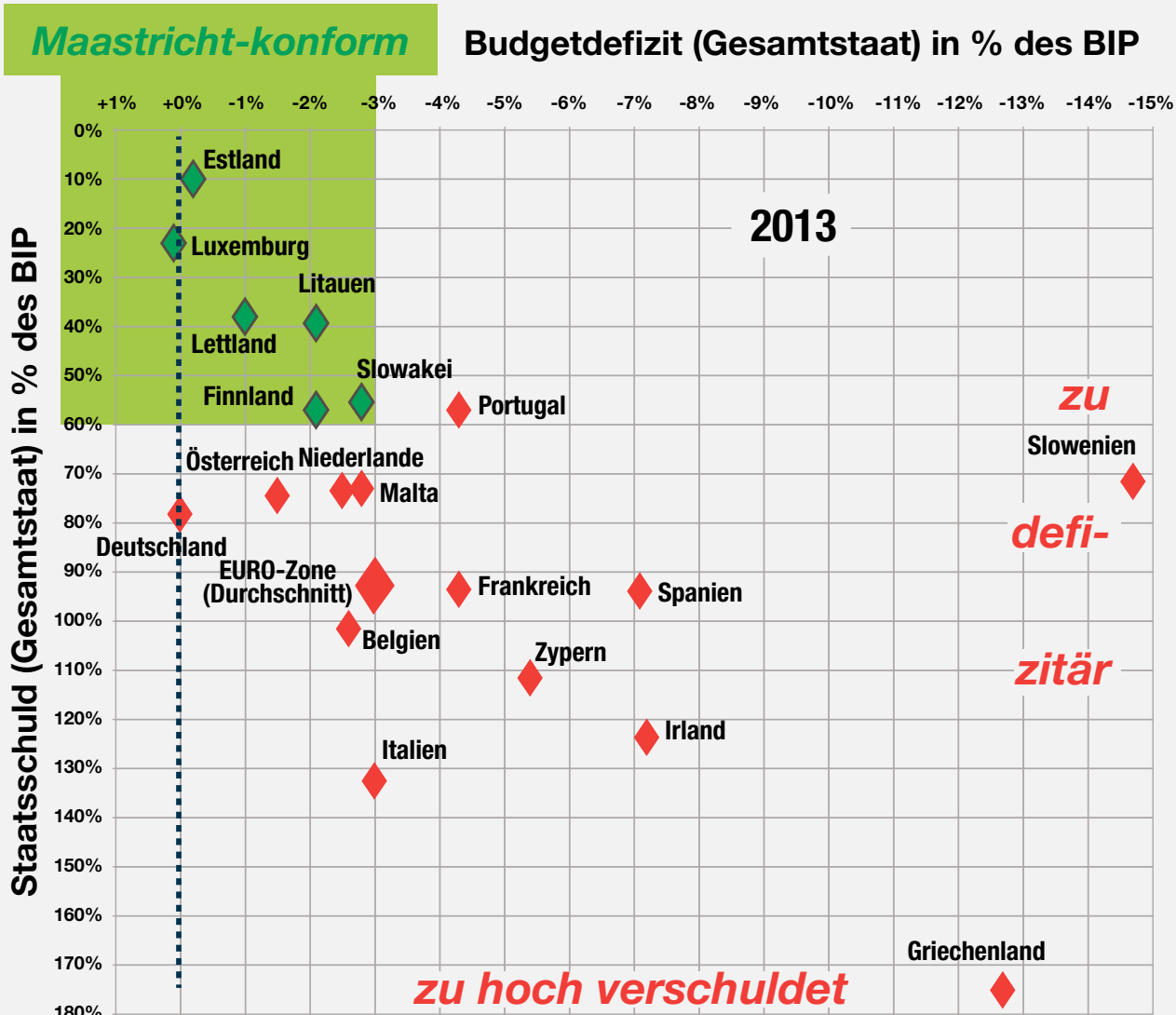
NB.: Die tatsächliche Brutto-Staatsschuld ist selbstverständlich (deutlich) niedriger als die oben aufgeführten Finanzaktiva des Staates. Per saldo gibt es somit netto gar keine Staatsschuld. Desolate Staatsfinanzen? Bettelarmer Staat? Nein, nur eine durch bezahlte Lobbyisten total desinformierte öffentliche Meinung!

Einige Highlights im Staatsportfolio	
Staatssparkasse	3.306
idem SES-Mehrwert	691
id. Mehrwert	220
andere Beteil.	
Post	1.505
SNCI	1.250
idem SES-Mehrwert	691
SES (nur Staat)	859
BNP Parisbas	700
ArcelorMittal	430
Eisenbahn CFL	382
Enovos Internat.	335
Zentralbank BCL	186
BIL	115
Luxair (nur Staat)	105
Luxconnect	75
Aperam	50
SEO	28
BGL	1.400
(in Mio. €)	

Luxemburger Staatsfinanzen im europäischen Kontext

Alle, die unsere Staatsfinanzen verteuflern, aus welchen Gründen auch immer, unterlassen es, über ihren Tellerrand zu blicken, also über die Luxemburger Staatsgrenzen hinweg. Unsere Grafik vergleicht für 2013 in einer optischen Übersicht zweidimensional die Lage des Budgetsaldos und der Staatsverschuldung aller Eurozonen-Länder. Horizontal reicht die Skala von einem Überschuss von 1% des Bruttoinlandsproduktes (BIP), ganz links, bis zu einem Defizit von -15% BIP (ganz rechts). Von oben nach unten geht es bei der Staatsschuld von 0% bis 180% des BIP. Nur innerhalb der grünen Fläche (links oben im Bild) sind die Länder voll „maastricht-konform“. 6 der 19 Schüler erfüllten 2013 voll ihre Vertragspflicht, darunter natürlich Luxemburg, aber keines unserer Nachbarländer.

Luxemburg ist der einzige Euro-Staat, der 2013 einen kleinen Haushalts-Überschuss nach Maastricht-Norm ausweisen konnte; auch Deutschland schaffte das Budgetgleichgewicht, liegt aber mit fast 80% Staatsschuld deutlich über dem festgesetzten Plafond von 60%. Bei der Staatsschuld lag Luxemburg an günstiger zweiter Stelle hinter Estland. Für die Eurozone insgesamt lag das Budgetdefizit im Durchschnitt bei 3% und die Staatsverschuldung bei über 90%.



Apple iPad



Votre spécialiste Apple au Luxembourg

Luxembourg-Ville | Esch-sur-Alzette | City Concorde | Galerie Auchan
T +352 44 68 44-1 | mail@lineheart.lu | www.lineheart.lu

LINEHEART
CITY



Vos projets ont de l'avenir

Charlotte, future présidente d'association

Louis, futur artisan boulanger

BGL BNP PARIBAS
S'ENGAGE POUR CONCRÉTISER VOS PROJETS
AU LUXEMBOURG

Répondons à vos besoins dans l'une de nos agences,
par téléphone au 42 42-2000 ou sur bgl.lu

BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change | bgl.lu

BGL BNP PARIBAS S.A. (50, avenue JF Kennedy, L-2951 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg : B6481) Communication Marketing Juillet 2014

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®] WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87
e-mail : wietor@internet.lu

LUXEMBOURG
15
CEE

L
15
CEE

MADE IN
LUXEMBOURG

Après TTIP, un autre accord géant de libre-échange est en discrètes négociations

TiSA, une menace pour les services publics

Trade in Services Agreement (TiSA), ou Accord sur le commerce des services en français, est une négociation commerciale lancée début 2013 entre 23 Etats, qui se baptisent eux-mêmes les «très bons amis des services», à l'initiative des Américains et des Australiens. Outre ces 2 pays initiateurs, l'Union européenne (au nom de ses 28 Etats) et 22 autres pays originaires de tous les continents sont associés entre-temps aux négociations. Leur objectif est de poursuivre la réduction des barrières réglementaires aux échanges internationaux de services engagée par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS, GATS en anglais) de 1994, qui combattait le protectionnisme et ouvrait certains secteurs à la concurrence.

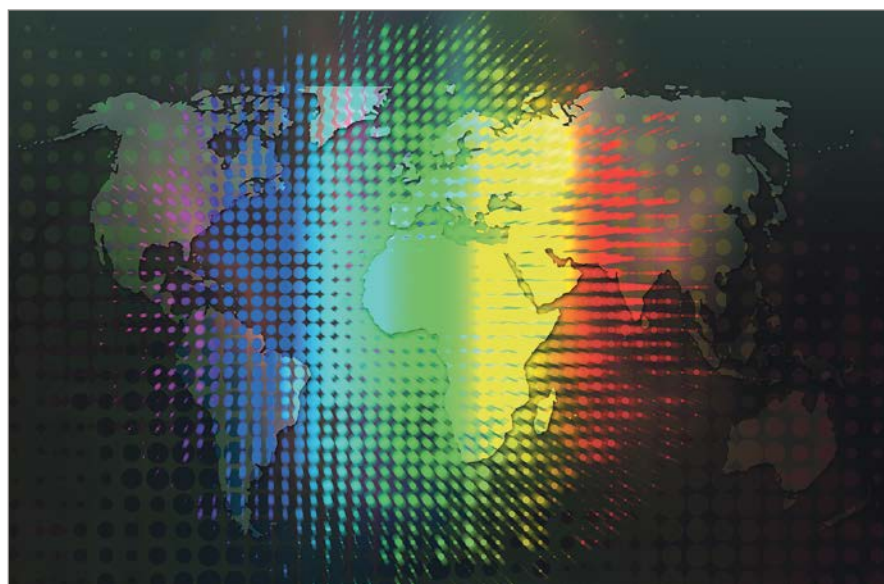
L'idée sous-jacente de TiSA est que les négociations de libéralisation multilatérales incluant tous les Etats de la planète sont trop compliquées et n'avancent guère: notamment le cycle de Doha, mené depuis 2001 sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), n'a pas atteint – du moins pour certains milieux intéressés – les objectifs visés. Les «très bons amis des services» espèrent trouver entre eux leur propre consensus, avant de revenir en force à la table des négociations de l'OMC pour l'imposer au reste du monde.

TiSA vise donc à réduire au maximum les barrières empêchant les entreprises d'un pays A de mener leurs activités de service dans un pays B, pour stimuler la croissance internationale des entreprises. Barrières que sont, par exemple, les quotas nationaux, les marchés publics réservés ou les normes protectrices.

Les secteurs concernés par TiSA

Les intérêts financiers en jeu pour certains secteurs visés par TiSA sont manifestes: le transport maritime, les technologies de l'information et de la communication (y compris le passage transfrontalier de données), l'e-commerce, les services informatiques, le courrier et la livraison, les services financiers, les marchés publics de services (en anglais: «government procurement of services») et les monopoles publics (en anglais: «state-owned enterprises»).

Cette liste n'est pas exhaustive et ne signifie pas que l'ensemble des secteurs pré-mentionnés sera finalement concerné par TiSA comme il ressort de la note introductive à la consultation¹ publique lancée par la Commission européenne au sujet de TiSA et achevée en septembre 2013. Cette consultation a été ouverte aux lobbys industriels et



aux ONG après le lancement des négociations sur TiSA.

Concrètement, sur le volet financier, TiSA propose la mise en place d'outils permettant de revenir sur les quelques avancées réglementaires héritées de la crise financière. On le sait parce que WikiLeaks² a fait fuiter en juillet dernier un document de travail (qui n'est pas le texte définitif) datant d'avril 2014, portant sur le chapitre des services financiers.

Des détails sur les autres secteurs ne sont pas connus à la date d'aujourd'hui.

Relation et différence entre TTIP et TiSA

TiSA est en fait la «tête de pont» du partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP, selon l'acronyme anglais), discuté actuellement entre les mêmes partenaires principaux, les Etats-Unis et l'Europe. D'ailleurs, TiSA reprend l'une des idées maîtresses de TTIP: le principe de «coordination», qui empêche d'imposer une régulation qui porterait tort à l'un des signataires.

Autre point commun avec TTIP: le projet d'accord révélé par Wikileaks, comme tous les autres documents de travail de TiSA, était censé rester secret pendant les cinq années suivant une éventuelle entrée en vigueur du traité. Seul le texte officiel final aurait été connu.

TiSA, la libéralisation par défaut ?

Actuellement, un pays membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est tenu de libéraliser que les secteurs sur lesquels il a explicitement donné son accord, en les inscrivant sur

une «liste positive». D'après ce qu'on sait aujourd'hui, TiSA prévoit d'inverser cette logique en introduisant des listes négatives: seuls les secteurs cités explicitement dans les accords ne seront pas «libéralisables».

Cette approche, si elle est adoptée un jour, ouvrira la possibilité de libéraliser par défaut tous les nouveaux secteurs de l'économie, de la santé à l'éducation, en passant par l'énergie. Les Etats seront donc menacés de poursuites s'ils maintiennent des monopoles publics ou favorisent leurs entreprises locales et nationales pour relancer la croissance, à moins d'avoir auparavant négocié des exemptions dans certains secteurs.

TiSA, un point de non-retour pour la libéralisation

Le document cité plus haut de WikiLeaks montre que les Européens et les Américains réclament une clause qui gèlerait le niveau de régulation à la date de la signature: c'est ce qu'on appelle la «standstill clause». Si TiSA était donc par exemple signé en 2015, les Etats s'engageraient ainsi à ne jamais revenir à un niveau de régulation supérieur à celui de 2015. Ce moins-disant réglementaire généralisé respectivement une telle convergence des standards vers le bas pourraient nuire à terme gravement à la réputation de la place financière luxembourgeoise en général et à celle de notre industrie des fonds en particulier.

En outre, une telle disposition pose d'un point de vue démocratique une question essentielle, car elle empêcherait les gouvernements voire les parlements nationaux à revenir sur les choix faits par leurs prédécesseurs.

La légitimation politique de TiSA

Le Parlement européen a, avec les votes de la droite et des socio-démocrates accordé un mandat de négociation à la Commission, laquelle a mené par la suite la consultation publique évoquée plus haut.

Jusqu'à présent, TiSA n'a pas fait l'objet d'un débat politique au Luxembourg (aucune question parlementaire n'a été posée à ce sujet, etc.). En date du 11 juillet 2014, Laurent Mosar (CSV) a juste évoqué lors de l'audition³ publique à la Chambre sur TTIP que «les services publics ne seront plus traités dans le cadre du TTIP, mais bien dans le cadre du TiSA».

Jusqu'aujourd'hui du moins, le gouvernement luxembourgeois n'a pas pris officiellement position sur TiSA.

Conclusions et proposition

Même si du côté de la Commission européenne, on assure que des «lignes rouges» sont posées et que «les services publics ne seront pas ouverts» (voir Le Monde du 9 juillet 2014), les orientations du texte secret connues jusqu'aujourd'hui stipulent que les entreprises étrangères doivent avoir accès au marché des pays signataires exactement dans les mêmes conditions que les prestataires locaux, qu'ils fournissent ou non un service public à la population. Santé, éducation, transports, rien n'échapperait donc à cette logique qui accélérerait, dans des dimensions inédites, la libéralisation des services publics.

Il y a donc lieu de mener, si possible, le débat contre le TiSA au niveau de la Plateforme de syndicats et d'ONG sur le TTIP à laquelle la CGFP a décidé d'adhérer aussi. Les arguments de cette plateforme contre l'accord bilatéral de libre-échange ne sont pas carrément identiques, mais se recoupent en bon nombre de points avec ceux valables contre le TiSA: un déficit démocratique flagrant, trop de droits mais aucune obligation imposée aux investisseurs étrangers, déséquilibre entre les parties en ce qui concerne les obligations en matière de marchés publics, etc.

polZe

NB : cet article se base en grande partie sur des articles de presse parus aux journaux Le Monde et l'Humanité ainsi que sur le site europaforum.lu

¹ voir sous http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-14-206_en.htm

² voir sous <https://wikileaks.org/tisa-financial/>

³ voir sous <http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2014/07/chd-ttip-intro/index.html>



CGFP-Audio-news zum Downloaden

Unsere neuesten Audio-news finden Sie auf unserer Webseite unter:
www.cgfp.lu/audionews.html

Sie besitzen ein Smartphone oder ein Tablet? – Dann hören Sie doch einfach mal rein.





NOUVELLE RENAULT

TWINGO

AGILE DE CORPS
ET D'ESPRIT

PORTES OUVERTES LES 19 ET 20 SEPTEMBRE

4,2 - 4,5 L/100 KM. 95 - 105 G CO₂/KM.  DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ. Renault préconise 



RENAULT LUXEMBOURG

2 rue Robert Stumper
L - 2557 LUXEMBOURG
+352.40.30.40.1

RENAULT BEGGEN

182 rue de Beggen
L - 1220 BEGGEN
+352.43.52.32.1

RENAULT DIEKIRCH

26 Route d'Ettelbrück
L - 9230 DIEKIRCH
+352.80.88.80.1

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE

Rue Jos Kieffer
L - 4176 Esch-sur-Alzette
+352.57.29.76.1

www.renault.lu

Crèche „Am Butzenascht“ – familiär und naturverbunden

Wie bereits in der *fonction publique* Nr. 234 berichtet, schreiten die Arbeiten in der Crèche „Am Butzenascht“ in Ingeldorf weiter voran: Nachdem die größeren Umgestaltungsarbeiten soweit abgeschlossen sind, ist nun die innere Einrichtung an der Reihe. Bei der Gestaltung der einzelnen Räume der Kindertagesstätte wird darauf geachtet, dass nebst der funktionellen Komponente, eine familiäre Atmosphäre erhalten bleibt: Schließlich sollen die Kinder sich wohl fühlen, sei es im Schlafraum, in der innovativeren offenen Schlafstruktur, im altersspezifischen Aufenthaltsraum oder im gemeinschaftlichen Aktivitätsbereich. Der familiäre Charakter der von CGFP-Services verwalteten Kindertagesstätte wird auch dadurch garantiert, dass maximal knapp dreißig Kinder empfangen werden.

Auch in dem von CGFP-Grafiker Carlo Wies entworfenen Logo wird dieser Leitlinie Rechnung getragen: Im Schutze des Nestes sollen es sich die „Küken“ gemütlich machen und sich selbst und ihre Umgebung entdecken können. Die Naturfarben Braun und Grün symbolisieren zudem die Naturverbundenheit der Crèche „Am Butzenascht“, deren etwa zwei Hektar großer Außenbereich viel Platz zum Herumtollen und zum Erkundschaften der Natur erlaubt.



Das neue Logo: Die Farben Braun und Grün symbolisieren die Naturverbundenheit der Crèche „Am Butzenascht“. Im Schutze des Nestes sollen es sich die „Küken“ gemütlich machen und sich selbst und ihre Umgebung entdecken können.

Entwurf: Carlo Wies

Erinnern wir daran, dass das am 15. Juli 2011 von der CGFP mit der Regierung abgeschlossene Besoldungsabkommen die Einrichtung und die darauf folgende, am 30. September 2013 mit der damaligen Beamtenministerin Octavie Modert unterschriebene Konvention die Rahmenbedingungen zur Inbetriebnahme einer Staatskindertagesstätte in Ingeldorf, Gemeinde Erpeldingen/Sauer, vorsieht.

Seitdem laufen die Vorbereitungen auf Hochtouren, um das ehemalige Vorschulgebäude in Ingeldorf, in enger Zusammenarbeit mit der Diekircher Bauverwaltung und dem Architektenbüro HBA, den Erfordernissen einer modernen Kindertagesstätte anzupassen.

In mühevoller Kleinarbeit gilt es nämlich, aus zwei Klassensälen und einer Empfangshalle eine Struktur zu errichten, die Aufenthalts- und Schlaf-

räume, Sanitäreinrichtungen, Küchenzelle sowie Personalräume beherbergt. Den neueren Konzepten der Kinderbetreuung entsprechend wird zudem ein Raum geschaffen, der es ermöglicht, alle Altersgruppen miteinander zu verbinden, um gemeinsame Aktivitäten unternehmen zu können. Außerdem werden alle Räumlichkeiten sehr hell und einladend gestaltet und bieten den Kleinen viel Platz für diverse Aktivitäten.

Durch ein auf situationsorientiertem Ansatz basierendes pädagogisches Betreuungskonzept soll in der Crèche „Am Butzenascht“ auf die Bedürfnisse und Anregungen der kleinen Mitbewohner eingegangen werden. Ebenso soll den Kindern frühzeitig ein reichhaltiges Anregungs- und Förderangebot zugänglich sein. Denn die Kinder in jungem Alter sind wissbegierig, sie entdecken unentwegt und lernen spielerisch neue Dinge, die in späten Jahren kein Kinderspiel mehr sind. Zudem soll den Eltern durch flexible Betreuungsformen Beruf und Familie bestmöglich vereinbar gemacht werden.

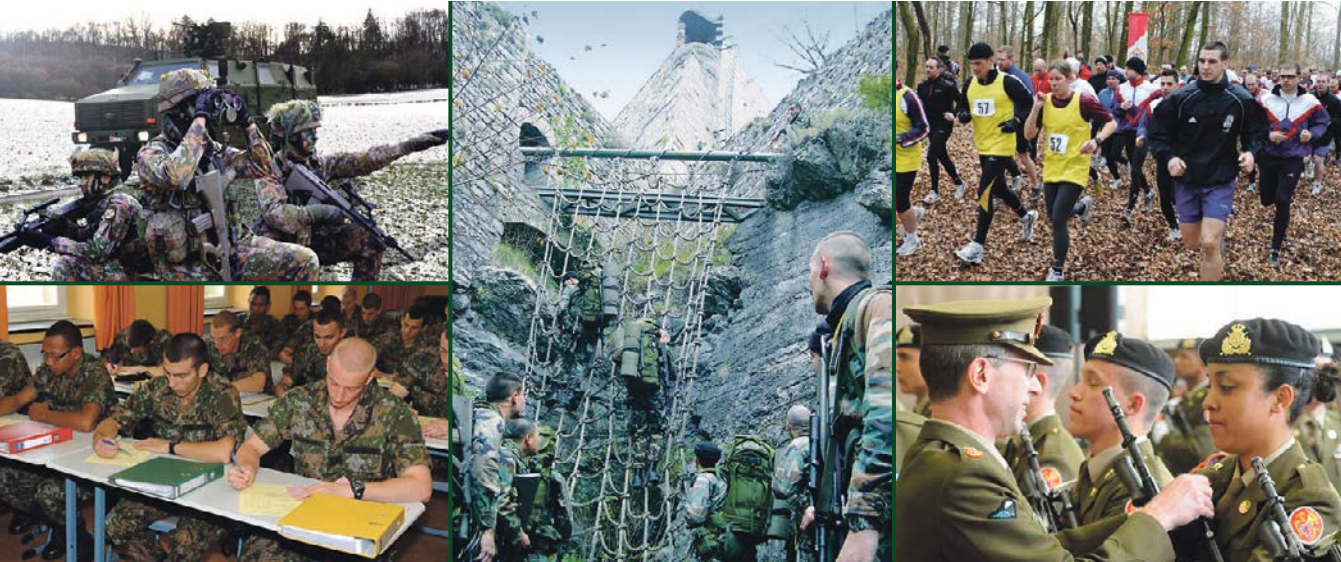
Für weitere Informationen können interessierte Eltern mit Audrey Fischer, Direktorin des „Am Butzenascht“, Kontakt aufnehmen via folgende E-mail-Adresse: butzenascht@cgfp-services.lu oder unter der Telefonnummer 24 55 98 98.



CGFP-Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie jetzt die CGFP-Newsletter
Immer topaktuell unter www.cgfp.lu



D'ARMÉI, ENG ERAUSFUERDERUNG FIR DECH

An der Arméi léiers du deng Limiten ze iwwerwannen an däi perséinlecht Potential ze entwéckelen. Du bass een Deel vun engem staarken Team a setz dech fir anerer an. Du gëss op deng Missioun virbereet a baus dir deng professionnell Zukunft op. Déi kann an der Arméi sinn oder anzwousch anescht. D'Lëtzebuerger Arméi sicht jonk Leit fir de Fräiwëllendéngscht.

Nächst Anzéien ass de **05. Januar 2015**
INFOTELEFON 8002-4888

» Stéchdatum fir den Aschreiwungsformular
eran ze schécken ass de **15. Oktober 2014**



LËTZEBUERGER ARMÉI
www.armee.lu • info@armee.lu



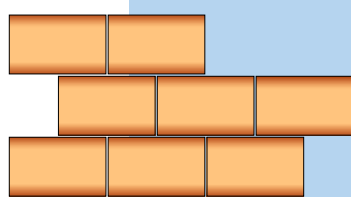


**pour une fonction publique
indépendante,
unie et solidaire**

CGFP-Baukredit



Ihr Vorteil



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

„Fairtrade Lëtzebuerg“

Fairtrade ist salonfähig

„Fairtrade“-Kulturreise in Zusammenarbeit mit „LuxVoyages“ – Ein großer Erfolg



Wo vor 20 Jahren Fairtrade-Produkte für den Otto-Normalverbraucher noch unerschwinglich waren, ist es heute leicht, sich fair zu ernähren. Nicht nur in den Supermärkten findet man heutzutage die gerecht gehandelten Waren, sondern sogar beim Discounter. Das Bewusstsein für fairen Handel scheint sich aber nicht nur in den Köpfen der Bürger, sondern auch der öffentlich-rechtlichen Instanzen so langsam zu etablieren, meint Jean-Louis Zeien, Präsident von „Fairtrade Lëtzebuerg“, im Interview mit „fonction publique“.

1992 wurde die luxemburgische Nicht-Regierungsorganisation „Fairtrade Lëtzebuerg“ unter dem Namen TransFair-Minka ins Leben gerufen und verfolgt seitdem ganz nach dem Vorbild ihrer Schwesterorganisationen das Ziel, benachteiligte Produzentenfamilien in Afrika, Asien und Lateinamerika zu unterstützen und deren Lebens- und Arbeitsbedingungen durch den fairen Handel zu verbessern. Fairtrade handelt nicht selbst mit Handelsgütern, sondern vergibt vielmehr ein Label für fair gehandelte Waren. Erzeugnisse, die nach streng festgelegten Kriterien gehandelt wurden, werden demnach mit einem Güte-Siegel ausgezeichnet.

Als erstes fair gehandeltes Produkt stand damals Kaffee in den luxemburgischen Supermarktregalen, heute sind über 1.400 Artikel mit diesem Label gekennzeichnet und werden in mehr als 185 Verkaufsstellen angeboten. In der Tat verrechnete die NGO 2013 einen Jahresumsatz von rund 10 Millionen Euro, das gleicht einer Umsatzsteigerung von knapp 18% oder einem Verbrauch pro Kopf von 18,64 Euro. Besonders erfolgreich sind Rosen und Bananen. Jede vierte Rose und jede fünfte Banane, die hierzulande verkauft werden, stammen mittlerweile aus dem fairen Handel. Mit diesen Zahlen braucht man sich nicht zu verstecken: Im internationalen Vergleich liegt das Land auf dem sechsten Platz im Pro-Kopf-Verbrauch, noch vor den großen Nachbarn Deutschland und Frankreich. Unangefochten bleibt jedoch die Schweiz auf dem ersten Platz: Die Schweizer konsumieren im Vergleich mit Luxemburg das Doppelte an fair gehandelten Produkten.

Nun gelte es aber nicht, sich auf diesen Lorbeer auszuruhen, betont Fairtrade-Präsident Jean-Louis Zeien. Die Arbeitsbedingungen der Produzenten seien immer noch dramatisch schlecht. Das liege nicht nur an dem unzureichend abgesicherten gesetzlichen Rahmen für die Produktion in den Herkunftsländern, sondern vor allem auch an der großen Nachfrage an den Bestimmungsorten der Waren. Der Marktanteil der fair gehandelten Schokolade in Luxemburg beispielsweise sei noch sehr gering (1,56%). Die großen Hersteller in der Schokoladenindustrie hätten vor mehr als zehn Jahren in einem Anflug von Selbstgefälligkeit versprochen, die Kinderarbeit und -sklaverei auf den afrikanischen Kakaoplantagen bis 2010 zu unterbinden. Heute, also vier Jahre nach Ablauf dieses Ultimatums, hätte sich dieses Versprechen immer noch nicht ganz bewahrheitet. Ein Ziel, das auch weiterhin in weiter Ferne läge: Solange seitens der Verbraucher kein Druck auf die Schokoladenhersteller gemacht würde, mehr auf den Einsatz von fair gehandeltem Kakao in ihren Produkten zu achten, würden letztere diesen Weg auch nicht einschlagen.

Diese Verantwortung läge nicht zuletzt bei den Regierungen. Der luxemburgische Staat müsse mit einer zielgerichteten Einkaufspolitik ein Zeichen für die Bürger



setzen. In der von CGFP-Services betriebenen Kantine der öffentlichen Funktion gehe man mit gutem Beispiel voran und serviere schon seit Jahren Fairtrade-Kaffee, eine preiswerte und unkomplizierte Möglichkeit, in diesem Bereich Akzente zu setzen. Aber auch öffentlich-rechtliche Instanzen weltweit könnten eine Leaderfunktion in diesem Punkt übernehmen: Anlässlich des 175. Jahrestags der Unabhängigkeit von Luxemburg ließ die luxemburgische Zentralbank eine limitierte Auflage an Sammlermünzen herstellen. Die Besonderheit an diesen Goldmünzen: gleich zwei! Das erste Mal wurde Fairtrade und Fairmining-zertifiziertes Gold für die Prägung einer Goldmünze verwendet und gleichzeitig kam mit 15kg auch noch die größte Menge an fair gehandeltem Gold, die je in einem einzelnen Projekt verarbeitet wurde, zum Einsatz. Wenn man weiß, dass eine Mine im Kleinbergbau im Durchschnitt vier bis fünf Kilo Gold in einem Monat produziert, sind die Auswirkungen also beachtlich. Die zwei Minenorganisationen aus Peru erhielten zusätzlich zu einem fairen Preis eine Fairtrade-Prämie in Höhe von 34.000€, mit der soziale Projekte für die Gemeinschaft realisiert werden. Eine Initiative, die für Luxemburg eine besondere Symbolik trage, meint Jean-Louis Zeien. Das Land habe nicht vergessen, wo seine Wurzeln liegen: Auch Luxemburg habe seinen heutigen Wohlstand dem Bergbau im Süden des Landes zu verdanken, in dem die Minenarbeiter während mehr als einem Jahrhundert zu der ökonomischen und sozialen Unabhängigkeit des Landes beigetragen hätten.

Als große und wohlhabende Institution wie die luxemburgische Zentralbank ist es natürlich leicht, diesen Weg einzu-

schlagen, denkt sich wohl so mancher, aber wie kann der einzelne Bürger einen Impakt hinterlassen? Sind die Fairtrade-Produkte immer noch so teuer wie in ihren Anfangszeiten? Ja und Nein: Natürlich seien die Preisdifferenzen bei einigen Waren noch hoch, andere Artikel würden in Zwischenzeit jedoch sogar beim Discounter angeboten, preislich würden die Produkte also immer zugänglicher. Letzte Umfragen von „Fairtrade Lëtzebuerg“ hätten darüber hinaus ergeben, dass auch Haushalte aus niedrigeren Einkommensklassen immer häufiger Fairtrade-Artikel kauften. Es wäre also weniger eine Frage des Preises als eines fehlenden Bewusstseins für die Situation der Produzenten, durch welche die Erzeugnisse aus dem fairen Handel noch immer zu wenig Anklang beim Verbraucher fänden.

Dieser Problematik versucht „Fairtrade Lëtzebuerg“ mit verschiedenen Kampagnen eine Plattform zu geben. Bereits zum zweiten Mal fand dieses Jahr die Aktion „Lët’ Step to Fairtrade“ statt, an der rund 90 Partner teilnahmen und sich mit kreativen Ideen, sei es mit einem Sportevent oder einer Verkostung von fair gehandelten Produkten, für den gerechten und solidarischen Handel einsetzten. Auch Schulen und Gemeinden können sich engagieren, indem sie beschließen, eine Fairtrade School oder Fairtrade Gemeng zu werden und sich für mehr Gerechtigkeit im Welthandel aussprechen. Auf diesem Weg entstehen dann interessante Projekte, wie beispielsweise das Kochbuch „Fair & regional geniessen“ der Option Fairtrade des Lycée Classique d’Echternach (siehe Kasten).

Auch die CGFP unterstützt den fairen Handel. In Zusammenarbeit mit „Fair-

trade Lëtzebuerg“ bot die CGFP-eigene Reiseagentur „Lux Voyages“ diesen Sommer eine 20-tägige Kulturreise durch Nicaragua an, in der die Teilnehmer aus nächster Nähe den Produktionsweg von Kaffee und Kakao in der Fairtrade-Kooperative Soppexcca in der Region Jinotega entdecken konnten. („Meet the Makers“, nachzulesen in *fonction publique compact* Nr. 9, Februar 2014.) Ein einzigartiges Erlebnis, meint Liette Hoffmann-Stirn, die mit Begeisterung an der Reise teilnahm. Neben den vielen Informationen zu Kultur, Geschichte, Politik und Natur des Landes, die von einer sehr kompetenten Reiseleiterin und dem engagierten Volontär von „Fairtrade Lëtzebuerg“ mitgeteilt wurden, sei es besonders spannend gewesen, zeitweise auf den gewohnten Luxus zu verzichten und sich auf dieses Abenteuer einzulassen. In einer tollen Reisegruppe sei man vielen Akteuren aus dem fairen Handel begegnet und hätte man die Wichtigkeit und Wirksamkeit einer gerechter aufgebauten Produktionskette aus nächster Nähe erleben können.

Das Bewusstsein für fairen Handel müsse noch fester in den Köpfen der Bürger verankert werden, betont Jean-Louis Zeien mit Nachdruck. Dies könne nur geschehen, wenn auch die Entscheidungsträger auf nationalem und internationalem Niveau Verantwortung übernehmen. Mit gutem Beispiel sei etwa der neue Präsident der Europäischen Kommission voran gegangen, der als erster in diesem Amt, vor seiner Ernennung ein Manifest des fairen Handels unterstützt habe. Nächstes Jahr übernehme Luxemburg überdies den Vorsitz im Rat der Europäischen Union und könne auf diesem Weg eine Schlüsselrolle einnehmen, um die Zukunft des fairen Handels zu bestimmen. Die EU sollte eine Strategie ausarbeiten, um den gesetzlichen Rahmen für einen gerechteren Welthandel abzusichern. Weltweit müsse eine volontaristische Einkaufspolitik entstehen, die endlich das Kriterium vom fairen Handel in die Gesellschaft integriere.

p.r.

Fairtrade Lëtzebuerg zählt über 30 Mitgliedsorganisationen in Luxemburg, dabei handelt es sich vorwiegend um solche mit sozialer und humanitärer Ausrichtung. Dazu gehören ebenfalls die nationalen repräsentativen Gewerkschaften, unter ihnen auch die CGFP.

Im Kochbuch „Fair & regional geniessen“ werden regionale Rezepte, fair gehandelte Produkte und ausgewählte Restaurants vorgestellt. Das Kochbuch entstand unter der Leitung von Luc Theisen in der Option Fairtrade des Lycée Classique d’Echternach und versucht, auf ein bewusstes und kritisches Konsumverhalten aufmerksam zu machen, indem man auf den Ursprung der Produkte achtet, die in unserem Einkaufskorb landen. Die 40 Rezepte wurden von zehn Köchen verschiedener Restaurants, von denen die meisten mit dem „Fairtrade Zone“-Label zertifiziert sind, zusammengestellt und basieren auf fair gehandelten und regionalen Erzeugnissen.

Das Buch kann durch Überweisung von 20€ (inkl. 2€ Versand) auf das Konto *Fairtrade LCE*, IBAN LU81 0030 4553 4763 0000 (BIC: BGLULL) mit dem Vermerk „Kochbuch, Name und Adresse“ bestellt werden.



Anlässlich des 175. Jahrestags der Unabhängigkeit von Luxemburg ließ die luxemburgische Zentralbank eine limitierte Auflage an Sammlermünzen aus Fairtrade-zertifiziertem Gold herstellen. Auf unserem Bild: Großherzog Henri, umgeben von Fairtrade Lëtzebuerg-Präsident Jean-Louis Zeien und Maria Rosa Reyes Pajuelo, Direktorin der Goldmine Aurelia in Peru.

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2014

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!

Zimmer im Grünen: Wintergärten



Warum nicht das Wohnzimmer ins Freie verlegen? Wintergärten und Balkone sind die beliebtesten Anbauten. Sie steigern Wohn- und Marktwert der Immobilie.

Viele Immobilieneigentümer wollen in den An- oder Ausbau ihres Eigenheims investieren, besagt eine aktuelle BHW-Studie. Für Hausbesitzer ist vor allem das Zimmer im Grünen attraktiv – der Wintergarten.

Die Aussichten sind sehenswert: Großzügige Glasflächen holen Licht ins Haus und ermöglichen Naturnähe auch über die warmen Sommermonate hinaus.

Die Auswahl an vorgefertigten und individuellen Wintergärten schafft vielfältige Gestaltungsmöglichkeiten.

Fertigbalkone – nachträglicher Anbau möglich

Auf der Etage finden Wohnungseigentümer mit einem nachträglichen Balkonanbau den schnellsten Weg in die Natur. Die einfachste Lösung ist oft ein Vorstellbalkon auf Stützen, der sein Gewicht selbst trägt. Wo es die Statik und der Bebauungsplan zulassen, können Balkon-Fertigteile auch an Hausfasaden gehängt werden.

„Wer seine Immobilie durch nachträglichen Anbau aufwerten will, sollte sich vorher bei der Gemeinde erkundigen, ob der Anbau baugenehmigungspflichtig ist. Das gilt auch für Wintergärten“, rät Rüdiger Grimmert von BHW.

Neuer Blickfang: Stoff im Glas



Als Wandschutz oder Raumteiler: Im Zusammenspiel aus Stoff und Glas machen neue Techniken aus neutralen Flächen dekorative Highlights.

Große Räume strukturieren und Wohnbereiche voneinander abteilen, ohne sie zu verdunkeln: Das können jetzt verzierte Glas-trennwände leisten. Filigrane Stoffe oder Stickeren werden dazu in Folien laminiert und zwischen Glasscheiben eingesetzt. Dabei gibt es individuelle Varianten für jeden Wohnstil und Geschmack. Transparente Folien lassen den Hintergrund durchscheinen, einseitig beschichtete machen die Glaswand dagegen blickdicht.

Ein origineller Effekt: Die Ornamente präsentieren sich – von hinten beleuchtet – wie ein Scherenschnitt. Die gläsernen Ele-

mente sind Multitalente: Sie eignen sich als Raumteiler oder Schiebetüren, als dekorativer Spritzschutz in der Dusche oder als Rückwandverglasung in Bad oder Küche (Bild). „Modernes Wohnen wird heute mit Flexibilität, Helligkeit und Offenheit verbunden, da kann das Material Glas seine Stärken aus-spielen“, erläutert Wohnexpertin Iris Laduch-Reichelt von BHW.

Die hochwertigen und kunstvoll gestal-teten Design-Glaswände haben ihren Preis: Je nach Glassorte, Anwendung und Stoffart kosten sie bis zu 1.250 Euro pro Quadrat-meter. Immerhin eine langlebige Investition: Die Verbundglasfolien schützen die Stoffe vor Umwelteinflüssen wie Staub, Schmutz und UV-Strahlung, und die Farben der Textilien bleiben dauerhaft leuchtend.



„fonction publique“-Themenreihe

Der gebrauchte Mensch

Eine Provokation

Teil I: Die Verdinglichung des Menschen „dank“ seiner Brauchbarkeit



„Ist es nicht eher so“, fragt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP, „dass der Gebrauch eines Menschen an sich bereits dessen Missbrauch darstellt, da der Mensch kein Gebrauchsgegenstand ist? Missbrauch und Gebrauch in Bezug auf Individuen drücken also nichts anderes als eine Tautologie aus: Der Gebrauch eines Menschen ist bereits per se dessen Missbrauch.“

Dass der zeitgenössischen Gesellschaft eine vor allem konsumorientierte Struktur zugrunde liegt, die nach dem ökonomischen System des Angebots und der Nachfrage funktioniert, bedarf keiner tiefer gehenden Erläuterungen, haben sich doch bereits klügere Köpfe seit den letzten zwanzig bis dreißig Jahren mit diesem Phänomen ausgiebig beschäftigt. Interessant scheint mir aber vor allem die Entwicklung der *Nachfrage* in diesem Kontext zu sein. Hinter diesem zunächst unscheinbar und harmlos anmutenden Begriff verstecken sich in der Tat wesentliche menschliche Verhaltensweisen: Die Nachfrage ist nämlich auf Entbehrungen, Mängel, Leerstellen, die auf eine relativ hartnäckige Art und Weise ihren Anspruch erheben, beseitigt zu werden, zurückzuführen, drückt also eine *Notwendigkeit* aus. Der Mensch *braucht* scheinbar dieses und jenes, um sein Leben bestreiten zu können. Je zivilisierter dieser wird, umso mehr Dinge benötigt er: Messer und Gabel, Maschinen, Sanitäranlagen usw. – Gegenstände, auf die der Mensch auf einer früheren Entwicklungsstufe verzichten konnte. Hat, auf einer rein materiellen Ebene, das Individuum eine Zeitlang bestimmt, was es wofür braucht, und danach gefragt, so entscheidet heute die Industrie, der Hersteller, was der Einzelne brauchen soll. Der Verbraucher soll überzeugt werden – und dies durch meistens mit psychologischen Mitteln den potentiellen Käufer manipulierende Werbekampagnen –, dass er einen bestimmten Gegenstand unbedingt (d. h. bedingungslos) braucht. Somit wird er allmählich seines geistigen Entscheidungsvermögens, also eines Teils seiner individuellen Freiheit beraubt, schließlich *abhängig*. Denn etwas unbedingt – koste es, was es wolle – zu brauchen, stellt den Anfang einer Abhängigkeit dar. Dass man einen Wagen braucht, um an seinen Arbeitsplatz zu gelangen, dürfte heutzutage noch einleuchten; dass dieser Wagen aber zusätzlich *unbedingt* einen I-Pod-Anschluss, sechs Zylinder u. v. m. haben muss, bleibt in puncto Notwendigkeit fraglich.

Diese materiellen Bedürfnisse lassen sich ohne größere Umwege auf die zwischenmenschliche Ebene extrapolieren: Zwischenmenschlichkeit setzt voraus, dass der Mensch nicht alleine seine Erdentage fristet, sondern sich innerhalb einer Gruppe, einem Kollektiv, einer Gesellschaft bewegt, und somit wagen wir zu behaupten, dass das Phänomen der Brauchbarkeit dort beginnt, wo der Mensch nicht mehr alleine ist, und zwar durch Vergleichswerte (jemand hat etwas, was ich nicht habe), durch den Wunsch nach Komplementarität (sich selbst durch etwas oder jemand anderen ergänzen), durch die Erfüllung einer Mangelerfahrung (Mangel kann man erst erfahren, nachdem man etwas oder jemanden verloren hat). Lebte der Mensch

ohne andere Individuen, so befände er sich in einem irrealen Zustand der absoluten Selbstgenügsamkeit, der Selbstzufriedenheit sowie der materiellen und geistigen Selbstversorgung. Denn gäbe es den Blick auf den Anderen bzw. den Blick des Anderen nicht mehr, verschwänden viele Wünsche, die man in Bezug auf sich selbst empfindet, weil man einen Bezug zum Anderen hergestellt hat. Wir alle wären im Sinne Nietzsches Übermenschen, die sich von den üblichen Herdenmenschen abwendeten, keines anderen Menschen und

seinem Dasein dadurch bestätigt, dass er gebraucht, d. h. benutzt, verwendet werden kann. Auf diese Korrelation zwischen Daseinsberechtigung bzw. Daseinsbestätigung und Brauchbarkeit sowie auf deren inhärente Gefahren soll im Folgenden ein kritisches Augenmerk gerichtet werden.

Erziehung zur ökonomischen und gesellschaftlichen Brauchbarkeit

Dass eine der Grundlagen unserer Gesellschaft die Brauchbarkeit des Einzelnen darstellt, wird in der Art und Weise, wie Kinder und Jugendliche als Zukunftsträger begriffen werden, offensichtlich. Denn in der Tat werden diese in der westlichen Welt zur Brauchbarkeit erzogen: Spielzeuge wie eine Miniaturautowerkstatt für Jungen und eine Miniaturküche für Mädchen liefern lediglich ein harmloses Beispiel dafür, wie junge Menschen für eine spätere geschlechtsspezifische Brauchbarkeit konditioniert werden. Da der geschlechtsspezifische Aspekt aber den Rahmen dieses Essays erheblich sprengen würde, sollten wir uns auf die Erziehung des Individuums im Allgemeinen konzentrieren. Der Philosoph Christian Wolff, Wegbereiter der deutschen Aufklärung, wird nur allzu gern bemüht, um die (Holz-)Wege einer neuen Pädagogik zu untermauern, lagen seine Bestrebungen doch darin, Philosophie für das Leben brauchbar zu gestalten, und zwar als Mittel zur Beförderung menschlicher Glückseligkeit und Vervollkommenung. Brauchbarkeit, die, wie bereits oben angedeutet, immer einen Bezug zum Kollektiv herstellt, wird also mit individueller Glückseligkeit verbunden: Glücklich wird der Einzelne nur dann, wenn er sich für die Gesellschaft investiert bzw. *verwendet*. Wolff entwickelt somit ein Philosophem, das In-



Neopädagogische Konzepte stellen die Brauchbarkeit des Menschen in seinem späteren Berufsleben bzw. in seiner Existenz als Bürger einer Gesellschaft auf Kosten seiner individuellen Entfaltung in den Vordergrund: Er wird zum „Humankapital“, jederzeit für wirtschaftliche Zwecke einsetzbar.

keiner metaphysischen Macht bedürften, um der ewigen Wiederkehr des Gleichen, der Existenz zu trotzen.

Tatsache ist aber, dass die Gesellschaft, ökonomischen Strukturen gleich, Kriterien der Brauchbarkeit sowohl im privaten als auch im öffentlichen Bereich festlegt, was bereits den Anfang einer Fremdbestimmung des Individuums darstellt. Das Kollektiv bestimmt, was der Einzelne braucht: Familien, Mütter, Väter und Kinder werden gebraucht, um den Fortbestand der Spezies, aber auch – nüchtern betrachtet – den Fortbestand von Steuer- und Rentenzahlern zu sichern; wenigstens dreihundert Facebook-Freunde werden benötigt, um der Allgemeinheit zu bezeugen, dass man ein soziales Wesen ist; Werk tätige werden gebraucht, damit der Apparat durch jedes einzelne Rädchen funktioniert usw. Auf der anderen Seite führt diese Zusage, gebraucht zu werden, beim Einzelnen zu einem Gefühl der Nützlichkeit und somit zur Selbstbestätigung. Unmittelbar drängt sich der *utilitaristische, zweckdienliche* Aspekt auf: Der Mensch fühlt sich in

dividualität und Brauchbarkeit miteinander verbindet; im Staat sollte nur jeder das tun, was sowohl den eigenen Zustand als auch den Zustand anderer erhält und fördert. Wolff erklärt diese quasi ethische Pflicht zu einem Naturgesetz (lex naturae), das per se göttlich sei. Diese Theorie scheint mir aber dahingehend problematisch zu sein, dass zwei diametral entgegengesetzte Kategorien – Individualität und Kollektiv (Brauchbarkeit) – vereint werden: Denn Individualität setzt Selbstbestimmung bzw. Autonomie voraus, die gerade darin bestehen, einen eigenen Weg zu wählen und das Wagnis zu unternehmen, sich von dem Anderen zu distanzieren, während Brauchbarkeit eo ipso auf Fremdbestimmung bzw. Heteronomie gründet. Sich nützlich zu machen, gebraucht zu werden, erfordert eine teilweise Aufgabe der Individualität und ein Zurückstellen der eigenen Bedürfnisse zugunsten der von der Gesellschaft errichteten Normen.

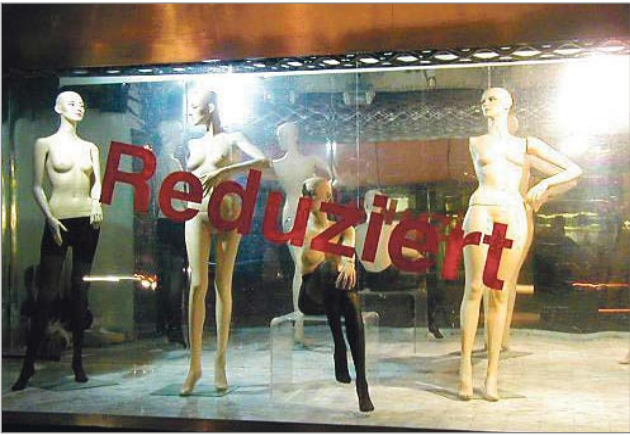
Hinter den neopädagogischen Konzepten vieler europäischer Staaten wie zum Beispiel dem sogenannten Kompetenz-

unterricht verbergen sich solche utilitaristischen Erziehungskonzepte, als „Erziehung zur Individualität und Brauchbarkeit“ – um Christian Wolff erneut zu bemühen – verbrämt. Eine solche Pädagogik stellt die Brauchbarkeit des Menschen in seinem späteren Berufsleben bzw. in seiner Existenz als Bürger einer Gesellschaft auf Kosten seiner individuellen Entfaltung in den Vordergrund. So lesen wir in der Einleitung zum Programm der Bildungstage, die 2007 an der Universität Lüneburg unter dem Leitmotiv „Der brauchbare Mensch. Bildung statt Nützlichkeitswahn“ stattgefunden haben: „Wenn man maßgebliche Äußerungen von Bildungspolitikern betrachtet, scheint damit ein Mensch gemeint zu sein, der jederzeit für die Erfordernisse der Wirtschaft *verwertbar* ist – und damit zu ‚Humankapital‘ wird – einem Rädchen, jederzeit und an jedem Ort *einsetzbar*.“⁴¹ Die Zweckdienlichkeit des Individuums wird hier bereits deutlich, da der Wert des Einzelnen (vgl. „verwertbar“) letztlich an seine Produktivität bzw. Rendite gekoppelt ist. So wie in der Wirtschaft Resultate geprüft und anhand festgelegter Kriterien gemessen werden können, sollen auch Kinder und Jugendliche schematisch auf Tauglichkeit begutachtet werden: „Bildungsstandards – die neoliberale Schulpolitik entlässt die Kinder nur noch im *Gleichschritt*, bei dem ausschließlich *messbare* Ergebnisse zählen.“⁴² Der Begriff des „Gleichschritts“ setzt Fremdbestimmung und Aufgabe der Individualität voraus: Wie ein Soldat soll sich der Einzelne stets den Begebenheiten anpassen und Befehlen, in unserem Kontext den gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Anforderungen, blindlings folgen: „Stattdessen steht gegenwärtig die *Produktion von flexiblen* Menschen im Vordergrund – von *brauchbaren Produkten*, die sich jederzeit den *Erfordernissen des Marktes* und den *Anforderungen der Wirtschaft* anpassen können.“⁴³ Zweifels- ohne müssen junge Menschen ausgebildet werden, um ihr Leben (materiell bzw. finanziell) bestreiten zu können und den Fortbestand der Gesellschaft zu sichern. Ferner und vor allem muss der Mensch aber *gebildet* werden, d. h., ihm muss zur Entwicklung des kritischen Geistes, zur Selbstentfaltung, zur Selbstakzeptanz, zu Zufriedenheit und Glück verholfen werden – alles Ziele, die keine messbaren Werte darstellen und deren Erfolg nicht unmittelbar festgestellt werden kann, die also wirtschaftlich und gesellschaftlich ertragslos und somit unbrauchbar zu sein scheinen.

Das „Leiden der Brauchbarkeit“ – ökonomische Verwendbarkeit des Individuums

Problematisch an der heutigen Gesellschaft ist die Tatsache, dass die Verwendbarkeit des Menschen auf Kosten seiner individuellen Entfaltung und somit seiner Glücksbestrebungen zum *non plus ultra* erhoben worden ist. Diese gesellschaftliche Wertschätzung der Brauchbarkeit reduziert den Menschen aber, wenn wir uns die schlimmstmögliche Wendung vor Augen führen, auf „Menschenmaterial“, das beliebig eingesetzt, benutzt werden kann, um einen Zweck zu erfüllen. Die Tatsache, dass das Individuum gebraucht wird und sich gebrauchen lässt, läuft also Gefahr, sehr schnell in Ausbeutung auszuarten. So berichtet Baucis in Goethes *Faust* über die Bauarbeiten des zum Herrscher und Kolonisator gewordenen Faust, der seine „brauchbaren“ Arbeiter rücksichtslos für seine Zwecke verheizt: „Wo die Flämmchen nächtig schwärmten/ Stand ein Damm den andern Tag./ *Menschenopfer* mußten *bluten*,/ Nachts erscholl des *Jammers Qual*,/ Meerab flossen Feuergluten,/ Morgens war es ein Kanal.“⁴⁴ Die Tatsache, dass die Bauarbeiter ihre Fähigkeiten zur Verfügung stellen, ihre Brauchbarkeit markiert den Beginn ihres Leidenswegs.

Dass dies im Allgemeinen der Fall ist oder wenigstens sein kann, wird mit dem Aufkommen des Industriezeitalters und somit mit dem Beginn unserer modernen Gesellschaft deutlich. So werden die Auswüchse der Verwendbarkeit des Ein-



Die gesellschaftliche Wertschätzung der Brauchbarkeit reduziert den Menschen aber, wenn wir uns die schlimmstmögliche Wendung vor Augen führen, auf „Menschenmaterial“, das beliebig eingesetzt, benutzt werden kann, um einen Zweck zu erfüllen.

zelen zur Zeit der Industrialisierung von kritischen Denkern bereits beleuchtet und moralisch hinterfragt. In Anlehnung an den chinesischen Philosophen Dschuang Dsi und dessen Werk *Das wahre Buch vom südlichen Blütenland* beschreibt Bertolt Brecht in seinem Stück *Der gute Mensch von Sezuan* das „Leiden der Brauchbarkeit“ wie folgt: „In Sung ist ein Platz namens Dornhain. Dort gedeihen Katalpen, Zypressen und Maulbeerbäume. Die Bäume nun, die ein oder zwei Spannen im Umfang haben, die werden abgehauen von den Leuten, die Stäbe für ihre Hundekäfige wollen. Die drei, vier Fuß im Umfang haben, werden abgehauen von den vornehmen und reichen Familien, die Bretter suchen für ihre Särge. Die mit sieben, acht Fuß Umfang werden abgehauen von denen, die nach Balken suchen für ihre Luxusvillen. So erreichen sie alle nicht ihrer Jahre Zahl, sondern gehen auf halbem Wege zugrunde durch Säge und Axt. Das ist das Leiden der Brauchbarkeit.“⁴⁵ Diese Parabel scheint zunächst zu erstaunen, sind es doch gerade die guten, brauchbaren Bäume, die der Axt am schnellsten zum Opfer fallen und nur ein kurzes Dasein fristen: Der Brauchbare wird ausgenutzt, ausgebeutet, missbraucht, so dass er unglücklich wird und auf schnellstem Wege zugrunde geht, während sich der Unbrauchbare einer langen Existenz ohne Misshandlungen erfreuen darf, da niemand nur in Erwägung zieht, auf seine Dienste zurückzugreifen. Die Moral der Geschichte? Der Faule ist der Glückliche und der Arbeitssame, Fleißige der Unglückliche? – Mit Sicherheit, aber nur in einer verkehrten, pervertierten Welt, die die Verwendbarkeit des Menschen auf eine rein utilitaristische Weise in den Vordergrund rückt. In einer humanen Gesellschaft aber, die die Entfaltung des Individuums zulässt und nicht ausschließlich zweckdienlich denkt und handelt, hinkt dieser Vergleich. Die Moral dieser Parabel ist bewusst pervers, ging es Brecht doch darum, das Ergebnis einer pervertierten und schlecht funktionierenden Gesellschaft auf provokative Art anzuprangern: Wenn in dieser Menschen lediglich „gebraucht“ bzw. „verbraucht“ werden, wenn sie fleißig sind, wäre es wohl besser und menschlicher, zwecks des eigenen Wohlergehens faul zu sein. Somit wird im Allgemeinen klar, dass je stärker sich das utilitaristische Denken durchsetzt, umso größer das Leiden der Brauchbarkeit wird.

Das Leiden der Brauchbaren wird ebenfalls von Karl Marx thematisiert, wenn er die Entfremdung des Arbeiters von dem von ihm hergestellten Produkt anspricht. Während in früheren Gesellschaftsformen der Mensch als Selbstversorger für seinen eigenen Bedarf arbeitete, also Nutznießer seiner eigenen Produktion war und sich somit mit seiner Arbeit identifizieren konnte (man denke an kleine Landwirtschaftsbetriebe, die u.a. der Selbstversorgung dienten), leidet der „moderne Fließbandarbeiter“ unter der Entfremdung von seiner Arbeit, mit der er sich nicht mehr identifizieren kann, da er d. Ö. selbst nicht von den Produkten, in die er seine Kraft und sein Talent investiert, zu profitieren vermag. Arbeiter der Dritten bzw. Vierten Welt stellen quasi exklusiv für die Wohlfahrtsstaaten Kleidung her, die sie sich selbst nicht leisten können. Dies führt dazu, dass der Einzelne lediglich nur noch als Instrument bzw. Utensil zur Herstellung von ihm unerreichbaren Produkten gebraucht wird, von denen andere profitieren, was letztlich zur Entfremdung und zum Unglücklichsein führt.

Brechts und Marx’ Beispiele sollen jedoch keineswegs als ein Lobpreis auf oder eine Verherrlichung der kommunistische(n) Systeme missverstanden werden, denn

in der Tat haben vor allem stalinistische Strukturen es nicht geschafft, mehr im Menschen zu erkennen als seine Verwendbarkeit. Im Gegenteil haben Staaten wie die ehemalige Sowjetunion während der Stalin-Ära zusätzlich hervor, wozu purer Utilitarismus führen kann: Hier wurde der Mensch auf seine Verwendbarkeit zum „Aufbau des Sozialismus in einem Lande“ reduziert und, konnte er, aus welchem Grunde auch immer, diesem Zweck nicht dienen, ggf. als „unbrauchbares Menschenmaterial“ eliminiert. Je mehr also die Brauchbarkeit in den Vordergrund gerückt wird, umso menschenverachtender und gefährlicher wird eine solche Gesellschaft für die Entfaltung des Einzelnen, wie in dem folgenden Kapitel gezeigt werden soll.

Antihöhepunkt des Utilitarismus – biopolitische Betrachtungen

Im vorigen Kapitel wurde versucht zu zeigen, dass vor allem wirtschaftliche Aspekte und Ziele die Brauchbarkeit des einzelnen Menschen definieren. Verfolgen wir diesen Weg noch etwas weiter zurück, so wird ersichtlich, dass sehr schnell eine Brücke zwischen Wirtschaftspolitik und Biopolitik geschlagen werden kann, denn um den Produktionszielen auf effiziente Weise gerecht werden zu können, genügt es nicht, Menschen zur Brauchbarkeit zu erziehen, sondern man muss an dem Punkt ansetzen, wo die Existenz entsteht: Die Entstehung des Lebens als Beginn einer möglichen Brauchbarkeit fällt somit in

der sozialdemokratische Sozialhygieniker Alfred Grotjahn die „Unfruchtbarmachung“ des festgestellten „defekten Drittels“ der deutschen Bevölkerung (u.a. Geistesranke, Epileptiker, Trunksüchtige) als geeignetes Ziel für die Zukunft; wirtschaftlich und sozial unbrauchbar galten also vor allem diejenigen Menschen, die durch ihre Gebrechen entweder der Gesellschaft keinen Dienst leisten konnten bzw. der Allgemeinheit Kosten aufzwängten. Wie also definierte man die Unbrauchbarkeit? Wolfgang Dreßen fasst zusammen: „Die Brauchbarkeit innerhalb des Produktionsprozesses, die Vermeidung angeblich unnötiger Kosten, die Selektion möglichen widerständigen Verhaltens blieben die Parameter, um ‚Minderwertigkeit‘ zu definieren.“⁴⁷ Menschliche Brauchbarkeit bleibt dementsprechend unmittelbar mit ökonomischer Rentabilität („Produktionsprozess“), Finanzen (Kostensenkung) und politischer „Gleichschaltung“ („widerständiges Verhalten“) verbunden. Um diese Brauchbarkeit zu fördern, müssen die Voraussetzungen geschaffen werden, d. h., die Entstehung des Lebens muss kontrolliert bzw. manipuliert werden: Biopolitik wird zur Voraussetzung der Wirtschaftspolitik. So argumentiert Wilhelm Schallmayr, Preisträger des von A. Krupp 1900 gestifteten Preisausschreibens „Was lernen wir aus den Prinzipien der Deszendenztheorie in Bezug auf die innerpolitische Entwicklung und Gesetzgebung der Staaten?“, 1918: „Darum ist es nötig [...], daß [...] der Nationalbiologie gegenüber der Nationalökonomie, sowie der biologischen Politik der Vorrang gebührt.“⁴⁸ Die Konsequenzen einer solchen radikalen Wirtschafts- und Biopolitik, die als einziges Ziel die Schaffung bzw. „Züchtung“ des brauchbaren Menschen verfolgt, sind letztlich verheerend: Die menschenunwürdige und menschenverachtende Haltung erlebt schließlich ihre Konkretion in der Zwangssterilisierung oder Ermordung Tausender als „unbrauchbar“ kategorisierter Menschen.

Erschreckend bleibt schließlich die Feststellung, dass Diskussionen über die Brauchbarkeit von Menschen sowie die

steht aber letztlich und noch immer der Profit. Biopolitik, so Dreßen, „entspricht einem Rationalisierungsprozess, in dem Leben nach einem gesellschaftlichen, vor allem ökonomischen Wert beurteilt wird. Diese Selbstoptimierung umfasst den Zeugungs- und Gebärevorgang und wird auch versicherungstechnisch durchgesetzt.“⁴⁹ So haben sich ökonomische Konzepte und Terminologien bis in die Entstehung des Lebens vorgekämpft: Der Mensch soll für die Gesellschaft „produziert“ werden und verwendbar sein; und spricht man von „Produktion“, so spricht man von „Brauchbarkeit“, denn schließlich produziert der Mensch nur das, was er auch gebrauchen kann.

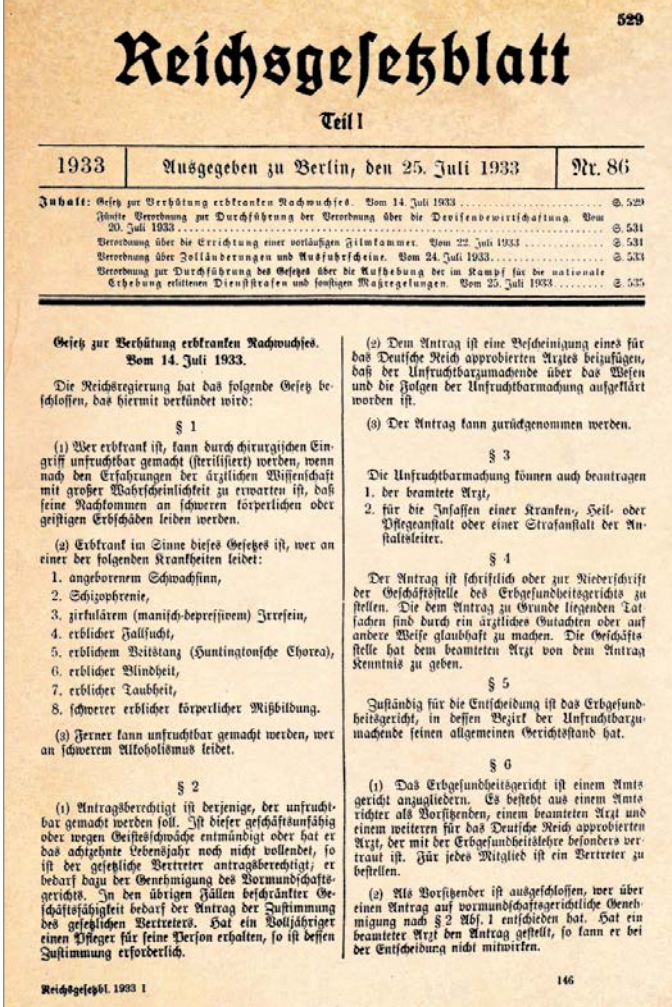
Zwischenbilanz: Gebrauch ist bereits Missbrauch

Die verschiedenen Aspekte haben gezeigt, dass die Brauchbarkeit des Menschen mit seiner „Integration“ in die Gesellschaft einsetzt. Der Begriff der Brauchbarkeit in Bezug auf den Einzelnen führt unmittelbar auf materielle bzw. ökonomische Zweckdienlichkeit zurück, so dass der Mensch als Utensil oder Instrument *verdinglicht* wird, seine Arbeitskraft oder Verwendbarkeit gegenüber seinem Sein den absoluten Vorrang hat. Diese Reduzierung auf einen Gebrauchsgegenstand riskiert, in Menschenverachtung auszuarten, weil sie letztlich das Individuum auf einen Produktionsfaktor, auf seine Materialität begrenzt. Die schlimmstmögliche Wendung eines solchen utilitaristischen Denkens finden wir beispielsweise im NS-Staat vor, der Menschen den Eintritt in die Gesellschaft verwehrte bzw. den Unbrauchbaren aus der Gesellschaft „entfernte“.

Man könnte behaupten, das Individuum auf seine Produktivität und Einsetzbarkeit zu reduzieren, sei *Missbrauch* des Einzelnen, wobei dieser Begriff in diesem Kontext deutlich einer Aporie gleichkommt: „Missbrauch“ bedeutet ja nichts anderes als ein „Gebrauch in unstatthafter Weise“¹⁰; ist es aber nicht eher so, dass der Gebrauch eines Menschen an sich bereits dessen Missbrauch darstellt, da der Mensch kein Gebrauchsgegenstand ist? Missbrauch und Gebrauch in Bezug auf Individuen drücken also nichts anderes als eine Tautologie aus: Der Gebrauch eines Menschen ist bereits *per se* dessen Missbrauch.

Claude Heiser

Der gebrauchte Mensch setzt ferner einen „Verbraucher“ voraus, denn ohne Nachfrage gibt es kein Angebot – um erneut die ökonomische Terminologie zu bemühen. Diesem „Verbraucher“ soll in einem zweiten Teil dieser Abhandlung Beachtung geschenkt und der Frage nachgegangen werden, warum, wozu und ob Menschen andere Menschen auf einer eher existentiellen bzw. psychologischen Ebene brauchen.



Reichsgesetzblatt vom 25. Juli 1933: Die Nationalsozialisten legen den Grundstein für ihre spätere vermeintlich legitime Ermordung des in ihren Augen „unwerten Lebens“ mit dem Gesetz zur „Verhütung erbkranken Nachwuchses“ vom 14. Juli 1933.

¹ <http://www.nibis.de/nli1/allgemein/pdf/bildungstage.pdf>, Stand: 31.8.2014.

² Ebd.

³ Ebd.

⁴ Goethe, Johann Wolfgang: Faust. Der Tragödie zweiter Teil, Akt V, V. 11125-11130.

⁵ Brecht, Bertolt: Der gute Mensch von Sezuan. Parabeln, Frankfurt a. M. 1963, S.93.

⁶ Zu diesem Kapitel vgl. Dreßen, Wolfgang: Die Utopie von der gesunden Welt. Zur Züchtung des „brauchbaren Menschen“ im NS-Staat, in: <http://www.deutschlandfunk.de>, Stand: 31.8.2014.

⁷ Ebd. Auf ähnliche Weise wurden bereits „asoziale“ Menschen wie Kriminelle oder Obdachlose zusammen mit Geisteskranken wegen ihrer angeblichen Unbrauchbarkeit in sogenannte „Irrenhäuser“ weggesperrt. Der Widerstand gegen die staatliche Ordnung und zusätzliche öffentliche Kosten wurden somit vermieden.

⁸ Zit. n.: ebd.

⁹ Ebd.

¹⁰ Etymologisches Wörterbuch des Deutschen, München³ 1997, S.165.

Eine Frage, die Sie sich stellen sollten:



Was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?

Ein Nebeneinander von Einzelgruppierungen, ohne Kraft, ohne Gewicht, ausgeliefert, verschaukelt...

Die Probleme des öffentlichen Dienstes werden nicht durch Einzelgruppierungen gelöst, denen der Sinn für das Ganze, für die Gemeinschaft fehlt, und die den wahren Interessen der Staatsbeamten und -angestellten einen schlechten Dienst erweisen.

Denn was würde eine heillos zerstrittene öffentliche Funktion auf der gewerkschaftlichen Szene gegenüber den großen Verbänden und Blöcken des Privatsektors darstellen, für die die öffentlichen Bediensteten nur Ultrakorporatisten und Privilegierte sind?

Die öffentliche Funktion wäre zur Bedeutungslosigkeit degradiert – ein Schlachtfeld von sich gegenseitig überbietenden Einzelgruppierungen. Sie würde zum Spielball der parteipolitischen und ideologischen Auseinandersetzungen. Dem staatlichen Arbeitgeber hätte sie nichts entgegenzusetzen.

Die CGFP ist die vereinende Kraft, der gemeinsame Nenner aller Staatsbeamten und -angestellten und ihr gewerkschaftliches Zuhause. Eine Kraft, die den sozialen Besitzstand verteidigt und den Fortschritt gewährleistet.

Ja, was wäre der öffentliche Dienst ohne CGFP?



CGFP – die einzige gewerkschaftliche Kraft innerhalb der öffentlichen Funktion

POSTES VACANTS AUPRES DE L'ETAT

LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE SE PROPOSE D'ENGAGER PLUSIEURS **EMPLOYÉ(E)S DE L'ÉTAT** DANS LES DIFFÉRENTES CARRIÈRES ET POUR LES BESOINS DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS, ADMINISTRATIONS ET SERVICES DE L'ÉTAT SUIVANTS:

EMPLOYÉ(E)S DE LA CARRIÈRE S

Conditions de formation: diplôme délivré par une université ou une école d'enseignement supérieur à caractère universitaire après un cycle d'études d'au moins quatre années **correspondant à la formation exigée pour la vacance de poste sollicitée**

Relevé des vacances de postes:

- 1 Ministère d'Etat (Réf: 3147)**
Formation demandée: droit privé et/ou public
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète
- 1 Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département des Transports (Réf: 3185)**
Formation demandée: droit
Contrat à durée déterminée jusqu'au 8 mars 2015 et à tâche complète
- 1 Administration de la nature et des forêts (Réf: 3238')**
Formation demandée: sciences forestières
Contrat à durée indéterminée et à tâche partielle (50%)
- 1 Administration de la navigation aérienne (Réf: 3235')**
Formation demandée: sciences humaines, sciences naturelles ou ingénierie
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète
- 1 Centre des technologies de l'information de l'Etat (Réf: 3181')**
Formation demandée: informatique
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète
- 1 Inspection générale de la Sécurité sociale (Réf: 3183)**
Formation demandée: informatique
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète

EMPLOYÉ(E)S DE LA CARRIÈRE D

Conditions de formation: diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ou un diplôme sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Relevé des vacances de postes:

- 1 Ministère de l'Egalité des chances (Réf: 3237)**
Contrat à durée indéterminée et à tâche partielle (50%)
- 1 Administration des services de secours (Réf: 3220)**
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète

EMPLOYÉ(E)S DE LA CARRIÈRE C

Emplois techniques

Conditions de formation: Etre détenteur d'un C.A.T.P. correspondant à la définition de l'emploi ou bien présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Relevé des vacances de postes:

- 8 Administration des Ponts et Chaussées (Réf: 3231', 3232', 3233', 3234', 3236')**
Formations demandées: technicien en chimie, électricien, mécanicien de machines et de matériel agricole et viticole, serrurier
1 Contrat à durée déterminée et à tâche partielle (50%) jusqu'au 20 janvier 2016
7 Contrats à durée déterminée et à tâche complète jusqu'à la date de l'admission au stage des candidats issus de la prochaine session d'examen-concours de la carrière de l'artisan

EMPLOYÉ(E)S DE LA CARRIÈRE C

Emplois administratifs

Conditions de formation: Avoir accompli avec succès, dans l'enseignement public luxembourgeois cinq années d'études soit dans l'enseignement secondaire soit dans l'enseignement secondaire technique - division de la formation administrative et commerciale ou division de l'apprentissage commercial ou bien présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Relevé des vacances de postes:

- 1 Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Réf: 3197)**
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète
- 1 Centre des technologies de l'information de l'Etat (Réf: 3198')**
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète
- 1 Inspection générale de la Sécurité sociale (Réf: 3184)**
Contrat à durée indéterminée et à tâche complète
- 1 Musée national d'histoire naturelle (Réf: 3239')**
Contrat à durée indéterminée et à tâche partielle (50%)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

INFORMATIONS GÉNÉRALES COMMUNES

DERNIER DÉLAI POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES:
Vendredi, le 3 octobre 2014

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
(uniquement le matin de 08h00-12h00):
247-83095; 247-83115

Les relevés pourront être modifiés ou complétés suite à des autorisations d'engagement supplémentaires et suite à des autorisations de remplacement de postes devenus vacants jusqu'à la date fixée pour l'engagement des candidats.

Les intéressé(e)s voudront adresser leur candidature au:

**Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative
- Centralisation -
B.P. 1807
L-1018 Luxembourg**

Les intéressé(e)s voudront **indiquer dans leur candidature les références des postes brigués.**

Les candidats postulant pour plusieurs postes vacants voudront envoyer **une seule candidature.**

Les candidats ne sont admis à la sélection que s'ils ont présenté leur demande dans les délais prescrits.

Les candidats doivent être de nationalité luxembourgeoise, sauf pour les postes vacants marqués d'un *.

Pour les postes marqués d'un * sont également recevables les candidatures de ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne.

La connaissance des trois langues administratives du pays est obligatoire.

Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en compte.

La candidature doit obligatoirement être accompagnée:

1. d'une lettre de motivation manuscrite

2. du curriculum vitae rempli sur formulaire prescrit (disponible sur le site internet www.fonction-publique.public.lu) certifié sincère et mentionnant de façon détaillée notamment la formation scolaire et l'expérience professionnelle acquises antérieurement par le candidat

3. d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée

4. d'une copie de la carte d'identité ou du passeport

5. d'une copie de l'extrait du casier judiciaire luxembourgeois datant de moins de deux mois à la date de la présentation de la demande

6. d'une copie de l'extrait de l'acte de naissance

Les candidats présentant des diplômes étrangers sont priés de joindre:

- l'équivalence du baccalauréat étranger, délivrée par le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- l'arrêté d'homologation ou l'inscription au registre des titres des diplômes universitaires, délivré par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Le Ministère fera parvenir aux candidat(e)s, après réception de leur candidature, leur **numéro de référence qui est à rappeler lors de toute correspondance.**

Les dates pour le contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française seront communiquées ultérieurement (**uniquement pour les candidat(e)s qui présentent un certificat de fin d'études étranger**).

Les candidats figurant à la liste de réserve et auxquels un numéro de référence a déjà été attribué se limiteront à contacter téléphoniquement (**uniquement le matin de 08h00-12h00**) le service de recrutement aux numéros 247-83095 et 247-83115 afin de communiquer les références des postes vacants auxquels ils désirent postuler.

Les descriptions détaillées des postes vacants publiés peuvent être consultées sur le site internet du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, **www.fonction-publique.public.lu**

(Communiqué par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative)



Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL *epb* puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU

Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

Entdecken Sie den Treppenlift von
THYSSENKRUPP Ascenseurs



Ob kostenloses Preisangebot für Treppenlifte oder Besuch,
Rufen Sie uns einfach an: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
22, Rue Edmond Reuter, L-5326 Contern
Tel.: 40.08.96, E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com



ThyssenKrupp

VARIO KIELGAST – URLAUB ZU HAUSE



Lamellendächer,
Glasschiebedächer,
Wintergärten uvm.

WOHNFÜHLEN NEU ENTDECKEN ...
MIT DEN TERRASSENÜBERDACHUNGEN VON KIELGAST



Kostenlose Fachberatung vor Ort:
Bettina Kober,
kober@vario-kielgast.de
+49 163 / 66 88 229

Foyer de jour CGFP

Kaweechelchen

36, rue J. B. Esch — L-1473 Luxembourg
Tél.: 25 03 54 — Fax: 25 28 84

Pour tout renseignement s'adresser à
Mme Renée Groff, directrice



Vario Kielgast GmbH · Auf'm Brinke 14 · 59872 Meschede
Tel.: +49 291/7422 · Fax: +49 291/50948
www.vario-kielgast.lu · info@vario-kielgast.de



Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations (**Attention: nouvelles heures d'ouverture!**)
(lundi, mardi et jeudi: de 14h30 à 16h30)
(mercredi et vendredi: de 9h30 à 11h30)

Tél.: 26 77 77 77 afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS 
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.

Poste vacant

Direction de la Santé

La Direction de la Santé recherche pour les besoins
de la Division de la Médecine scolaire

un(e) assistant(e) d'hygiène sociale

à durée indéterminée et à plein-temps

Compétences requises:

- Une expérience professionnelle dans le domaine de la santé des enfants et adolescents notamment en médecine scolaire et connaissance des aides médico-sociales au GD de Luxembourg
- Connaissances fondées en matière de santé publique, plus spécifiquement en matière de prévention et de promotion de la santé
- Conceptualisation, et coordination de projets
- Bonnes compétences informatiques dans les programmes WORD, EXCEL, PPT
- Esprit d'équipe, flexibilité et engagement

Les activités de la Division de la Médecine scolaire s'inscrivent dans le cadre d'un travail en équipe pluridisciplinaire et intersectorielle.

Les demandes avec curriculum vitae, diplômes et certificats sont à adresser pour le 10.10.2014 au plus tard à :

Dr Danielle Hansen-Koenig,
Directeur de la Santé
Villa Louvigny, Allée Marconi,
L-2120 Luxembourg

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE CGFP
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.



fonction
publique

Spécial

Living

Grundstücksauswahl: Sorgfalt lohnt sich

Die Wahl des Grundstücks gehört zu den wichtigsten Entscheidungen, die ein Bauherr treffen muss.



Lage und Orientierung

Die meisten Bauherren wünschen sich helle Räume und einen sonnigen Garten. Setzt der Häuslebauer zudem auf die Nutzung von Solar-energie, ist es umso wichtiger, auf die richtige Lage und Ausrichtung des Grundstücks zu achten. Ebenfalls zu bedenken: Hanglagen sind schwieriger zu bebauen als ebene Flächen – das schlägt sich auch in den Baukosten nieder.

Bebauungsplan und Grundbucheintrag

Darüber, wie ein Grundstück bebaut werden darf, gibt der Bebauungsplan Auskunft. Einzuhaltende Vorgaben sind etwa Mindestabstände zu Nachbargrundstücken sowie Form und Größe des Eigenheims. Auch der Blick ins Grundbuch lohnt: Hier finden sich Informationen über eingetragene Wegerechte, bestehende Hypothekenlasten oder ein mögliches Vorkaufsrecht.

Erschließungskosten

Der Kaufpreis eines Grundstücks richtet sich auch nach dem Status der Erschließung. Ist das Grundstück bereits an die Kanalisation, Wasser- und Energieversorgung angeschlossen und sind Telefon- und Kabelanschluss gelegt, sind diese Kosten üblicherweise bereits im Kaufpreis enthalten. Ein sehr günstiger Grundstückspreis sollte also aufmerksam machen, denn die Erschließungskosten können sich schnell auf mehrere Tausend Euro belaufen. Der Tipp: Bei der Gemeinde erhält man Auskunft über bereits entrichtete beziehungsweise noch anfallende Erschließungskosten.

Zustand des Baugrundes

Auch die Beschaffenheit des Baugrunds sollte bei der Wahl des Grundstücks berücksichtigt werden: Ein hoher Grundwasserstand kann beispielsweise eine aufwendige Kellerabdichtung erfordern und auch die Ausführung von Fundamenten wird vom geologischen Untergrund bestimmt. Eine Baugrunduntersuchung kann hier Sicherheit bieten. Vor dem Kauf sollte sich der Bauherr unbedingt über eventuelle Altlasten auf dem Grundstück informieren. Später anfallende Entsorgungskosten können schnell das Bau-Budget sprengen.

Quelle: www.bauen.de

Menuiserie
Kraemer
Bettendorf

escaliers

portes

cuisines

agencement
intérieur

meubles

office

8, Fräschegaass
L-9353 Bettendorf
Luxembourg

Tel.: [+352] 80 92 18-1
Fax: [+352] 80 85 49

info@menuiseriekraemer.lu
www.menuiseriekraemer.lu

LebensArt



HHW-Fertighäuser sind edel. Sie sind innovativ, langlebig, umweltfreundlich und wirtschaftlich.

Und ganz nebenbei: Jedes HHW-Haus ist ein Einzelstück, gebaut für Individualisten.



der Fertighauspezialist

+352 20 60 88 99 www.hhw-haus.lu

ROMABAU

Nous construisons
les maisons de qualité
pour des générations

Energie für
Zukunft

MADE IN
LUXEMBOURG

ZERTIFIZIERTER
PASSIVHAUS
HANDWERKER



6, Beelerstrooss
L-9991 Weiswampoch



Tél.: 26 95 78 18
Fax: 26 95 78 28



www.romabau.com
info@romabau.com



WIESEN
PIRONT

CONSTRUCTIONS TRADITIONNELLES



HEISDORF

1.044.917 €

B

B

TVA 3% incluse



BROUCH

929.142 €

B

B

TVA 3% incluse



SAEUL

617.514 €

B

B

TVA 3% incluse



SCHUTTRANGE

1.453.373 €

B

B

TVA 3% incluse



WELFRANGE

671.056 €

B

B

TVA 3% incluse



LELLIG

750.665 €

B

B

TVA 3% incluse

CONSTRUCTEUR
DE BONHEUR
DEPUIS 1980

- * planification individuelle
- * un conseil personnalisé
- * une qualité irréprochable
- * des délais respectés



JUNGLINSTER

899.425 €

B

B

TVA 3% incluse



BOLLENDORF-PONT

588.557 €

B

B

TVA 3% incluse



USELDANGE

496.914 €

B

B

TVA 3% incluse



BERG

564.312 €

B

B

TVA 3% incluse



BRIDEL

1.164.848 €

B

B

TVA 3% incluse



BIWER

768.215 €

B

B

TVA 3% incluse

Constructions
sur mesure

Délais garantis

Prix fixes



WEILER-LA-TOUR

1.009.177 €

B

B

TVA 3% incluse



MERSCH

857.067 €

B

B

TVA 3% incluse

Découvrez une centaine d'autres projets sur notre nouveau site:
www.wiesen-piront.lu



WIESEN
PIRONT

CONSTRUCTIONS TRADITIONNELLES

88, rue de Luxembourg
L-8140 Bridel
Tél.: 333 628 - 1



**SEMAINE
NATIONALE
DU LOGEMENT
DU 11 AU
19 OCTOBRE
À LUXEXPO
(STAND PRODOMOS)**

Nous vous ouvrons de **nouvelles perspectives**

Carré Immo vous propose un large choix de logements neufs, maisons et appartements, offrant qualité, confort et haute valeur ajoutée : localisation de premier ordre, facilité d'accès, classe énergétique BB ou AB, architecture contemporaine, voire équipement domotique... Que vous recherchiez votre propre habitation ou un investissement locatif, profitez de notre expertise et de notre conseil.



310, rue de Cessange • L-1321 Luxembourg • tél : 26 12 11 50 • info@carre.lu • www.carre.lu



WÉI BESCHT BERODUNG

Mir hëllefem Iech
bei der Vente vun Ärem
Appartement, Haus
oder Terrain.

Gratis Estimatioun.



www.b-immobilier.lu

IMMOBILIER
BINGEN & ASSOCIÉS

LUXEMBOURG 44 rue de Vianden L-2680 Luxembourg T 26 44 13 88
DIEKIRCH 7 rue du Marché L-9260 Diekirch T 26 81 13 99



VOTRE FUTUR CHEZ VOUS...



ESCH-NONNEWISEN
EN VENTE A LA SEMAINE NATIONALE DU LOGEMENT

www.fondsdulogement.lu

Spécial Living

Kaaft Dir eng Kichen? Hei ass dat idealt Rezept

Ouni d'Pretentioun ze hu perfekt ze sinn an lech onfeelbar Rezepten wëllen ze ginn, si mir Profien a verkafen eng Gamme vun irreprochabele Kichen an Apparater; mir denken dofir, dass mir lech dës puer Rotschléi kënnen ginn:

- Dir sidd d'Accord, dass net all Autoen d'selwecht sinn, gell? Dat gëllt och fir Aueren, oder net? Firwat soll et da fir Kichen anescht sinn?

Ah jo! Eng Kiche kann net onbedéngt mat enger anerer verglach ginn an d'Elementer, d'Garantie (déi richteg Garantie, net déi, déi de Vendeur lech verspricht), den Design, d'Quincaillerie, d'sichtbar an onsiichtbar Materialer si vu Mark zu Mark verschidden. **Wielt dofir eng Mark, déi op der ganzer Welt bekannt ass; dat gëllt fir d'Apparater, awer och fir d'Miwwelen.**

- E Qualitéitsproduit huet säi Präis an Dir géngt och net bei e Concessionnaire vun enger bekannter Autosmark goen an hie froe fir lech de selwechte Präis ze gi wéi fir eng Low-Cost-Mark; firwat sollt dat da bei Kichen de Fall sinn? E Produit

huet e Präis a mir sinn och bereet, e kommerzielle Geste ze maache fir Är Commande ze kréien. **Huelt lech awer an Uecht viru Leit, déi lech impressionant Reduktiounen** maachen a virun allem virun deenen, déi eng aner Persoun (déi meeschtens als de Patron, de Verantwortlichen oder e Mataarbechter vun der Fabrik presentéiert gëtt) siche gi fir lech dës Reduktioun ze maachen! Dës Methoden aus de 70^{er}-80^{er} Jore schénge leider ëmmer nach Unhängen ze hunn an et ginn ëmmer nach Dommer (et gëtt keen anert Wuert dofir) déi dorop erafalen.

De Budget ass wichteg, mä et gëtt kee Geheimnis, et kritt een ëmmer nëmmen dat, wat säi Geld wäert ass, an Dir wäert néierens duebel souvill zum hallwe Präis mam selwechten Niveau vu Qualitéit kréien.

- Stellt lech déi richteg Froen iwwer dat, wat Dir kaaft (an un d'Persoun, bei där Dir et kaaft!) a beschränkt lech net nëmmen op den ästheteschen Aspekt. Wäert Är Kichen eng gesond Plaz sinn, ouni toxeschen Donscht (Formaldehyd, Donscht vu Pech, Lack a Vernis asw)? Wäert se einfach ze ënnerhale sinn?

Huet si eng richteg Garantie? Wie sinn d'Leit, déi lech se installéieren? Zanter wéini si si um Maart? Ass dës Geschäft finanziell zolidd? Kann een lech dat beweisen? Entspricht d'Installatioun de Besoine vun Ärem Stot? Huet de Concepteur lech sämtlech Froen iwwer Är Besoin gestallt?

- **Fir dass eng Kichen e Succès ass, muss si dräi Critèren erfëllen: si muss schéi sinn, funktionell sinn an Ärem Budget entsprechen.** Iwwer dës Elementer musst Dir lech deelweis scho Gedanke maachen, ier Dir den Tour vun de Geschäfte maacht; macht eng Lëscht vun deem, wat Dir onbedéngt wëllt a vun deem, wat Dir gär hätt, mä wat éischer zweetrangeg kéint sinn. Leet och e präzise Budget mat enger raisonnabeler Marge fest (fixéiert zum Beispill e variable Budget mat enger Limite vun 10 %).

Loosst Devisé maachen, mä bleibt an der selwechter Zort vu Gamme a beschränkt lech op dräi oder véier Devisen. Fir der méi ze maache braucht Dir vill Zäit (en Devis bedeit normalerweis, dass Dir e puer Reuniounen mam Concepteur

vun Ärer Kichen hutt). Mir treffen heiansdo op Leit, déi zéng Devisen vum Low-Cost bis zum Haut de Gamme hunn an net méi wësse, wat si an de verschiddene Geschäfte gefrot hunn.

Zéckt net, fir lech ze informéieren, Internet ass och dofir do! Sou kënnt Dir d'Informatiounen mat deenen, déi Dir am Geschäft kritt, vergläichen. Da wësst Dir direkt, mat wem Dir et ze dinn hutt. Stellt lech vir, dass haut, am Joer 2014, Vendeuren sech nach traue, fir d'Induktioun oder d'Pyrolyse schlecht ze maache, fir méi e bëllegen Devis ze proposéieren!

Dës Tuyaue garantéieren net, dass Dir de richtige Choix maacht, mä si bréngen lech op de richtige Wee.

Bei Kitchen Store lauschtere mir lech no, fir Är Kichen ze realiséieren, andeems mir mat der gréisster Transparenz op all Froen, déi hei evoquéiert goufen, äntweren. Aus dëser Vertrauensrelatioun wäert e Projet entstoen, deen un Är Besoinen an Äre Portmonni adaptéiert ass.

snaidero

CUCINE PER LA VITA

KITCHEN
Store

204, route d'Arlon • L-8010 Strassen
Tél.: (+352) 26 11 98 50 • www.kitchenstore.lu



Wou Anerer Kiche maachen, créiert Snaidero puren Design a Konscht!

Mat Ola25, der limitierter Editioun vun Ola20 (nëmme 85 Exemple sinnen op der ganzer Welt disponibel!), grenzt Snaidero sech nach weider of.

Och wann Äre Projet méi „brav“ ass, zéckt net fir eis en unzevertrauen! :)

Spécial Living

Swissflex - Finest sleep technology

Depuis des décennies, Swissflex, c'est la culture suisse du sommeil par excellence. Le leader du marché des systèmes de literie innovants est synonyme depuis toujours d'une ergonomie parfaite quelle que soit la position. Car les ingénieurs de Swissflex le savent : un sommeil plus sain et plus reposant n'est pas le fruit du hasard, c'est le résultat d'un système complet et parfaitement ajusté.

Les sommiers Swissflex

Pour le bien-être pendant le sommeil, le bon sommier joue un rôle décisif. En association avec le matelas, il apporte au corps le soutien nécessaire dans les zones qui le demandent, tout en étant souple dans d'autres. Une génération unique de produits d'avenir s'ouvre désormais avec le tout dernier développement breveté de cette entreprise de tradition, qui permet une adaptabilité incomparable aux différentes morphologies : c'est la technologie bridge®.

La technologie bridge® - La révolution démarre à la base

La technologie bridge® est le résultat de développements conséquents de technologies innovantes associés à des recherches scientifiques poussées. En s'inspirant de la colonne vertébrale de l'être humain, une technologie brevetée de sommier a été développée ; elle s'adapte automatiquement, individuellement et de façon optimale à toutes les exigences corporelles et à toutes les positions de sommeil - adaptation verticale autant qu'horizontale. Pour toutes les morphologies, dans toutes les positions, sans avoir à ajuster manuellement le sommier.

Le principe : la technologie bridge® est constituée de modules suspendus, articulés librement, qui relient les lattes sous la forme d'une chaîne. Cette chaîne de suspension réagit automatiquement et précisément à la pression exercée par le corps et s'adapte ainsi avec exactitude à tous les mouvements du sommeil, des pieds à la tête. Cela garantit tout à la fois un soutien ergonomiquement correct et une répartition de la pression du corps : les zones sensibles du corps, les épaules par exemple, bénéficient d'un débattement maximal et peuvent s'enfoncer profondément dans le matelas, alors que d'autres parties du corps reçoivent un soutien optimal, comme la colonne vertébrale. Que l'on dorme sur le côté, sur le dos ou sur le ventre - la surface de couchage s'adapte aux mouvements du sommeil, et ce jusqu'au bord. Si le poids ne s'exerce que sur un côté, elle ne bascule pas.

Résultat : le corps est équilibré anatomiquement, quels que soient la taille, le poids et la position du dormeur. Pour une ergonomie par-



faite et une sensation de couchage comme en apesanteur.

En fonction des exigences de chacun en matière de confort, trois variantes de modèles sont disponibles : entièrement électrique, à multi-réglage ou fixe. Le client peut choisir entre un sommier seul ou une structure à insérer dans un bois de lit. Du modèle d'entrée de gamme au modèle hightech de sommier quasi-aérien à la structure brevetée de lattes ondulées - avec la technologie bridge®, le professionnel suisse du concept de sommeil pose de nouveaux jalons pour l'avenir, que ce soit en termes de technique ou d'esthétique.

uni 20 - Le classique

Le modèle uni 20 fait partie des leaders du marché. La structure sans cadre convainc par sa technologie sophistiquée et son design noble. Ce classique haut-de-gamme se base sur la structure innovante des lattes ondulées de Swissflex. Sur ce sommier sans cadre, les lattes ondulées et les lattes à suspension ont une élasticité différente en fonction de la zone du corps qu'elles soutiennent ; elles offrent ainsi un couchage de luxe tout en légèreté.

Les matelas Swissflex - ergonomie parfaite

Comme on fait son lit, on se couche. Cette sagesse ancienne ne vaut pas uniquement pour le sommier ; elle joue également à plein pour le choix du bon matelas. Avec ses modèles de matelas de la ligne « versa », Swissflex crée la symbiose entre une expérience de longue date, la technologie la plus moderne et les meilleures techniques de fabrication. Pour le noyau, sont utilisées des technologies comme Gومتex®, le latex naturel, les mini-ressorts ensachés et, depuis janvier 2014, également GELTEX® inside, le mélange de matières innovant et breveté de la maison Recticel. Toutes les variantes de noyau de ces matelas sont disponibles dans différents degrés de fermeté, les housses peuvent être ôtées simplement et existent

en différentes versions. Les noyaux et les housses de matelas peuvent être combinés de différentes façons et assurent ainsi le meilleur confort individuel.

GELTEX® inside est le résultat du développement conséquent et hautement professionnel de matières innovantes et de toutes dernières technologies, le tout basé sur d'importantes recherches scientifiques et sur des enquêtes significatives auprès de consommateurs finaux. Grâce à l'association d'un gel hautement élastique et d'une mousse respirante aux qualités éprouvées, GELTEX® inside garantit la combinaison parfaite des critères du triangle du sommeil - répartition de la pression, soutien du corps et ventilation. Grâce à la technologie brevetée GELTEX® inside, le matelas s'adapte à tous les mouvements du corps, il apporte à la fois soutien et répartition de la pression - un vrai prodige de matelas !

Le noyau de ressorts ensachés offre un équilibre exceptionnel dans les zones sensibles des épaules et des lombaires et permet ainsi que la colonne vertébrale reste bien droite. Disponible dans les degrés de fermeté soft et firm.

Les lignes de lit Swissflex : « ambiente », « lounge » et « swissbed »

Avec les lits complets Swissflex, beauté, fonctionnalité et confort sont harmonieusement associés. Équipé d'accessoires tels que la table de chevet, la tête de lit, les pieds design, les lampes de chevet, l'éclairage du sol ou un sound-système performant, chaque modèle devient un lit design autonome et luxueux à l'aspect noble et intemporel. Les têtes de lit et les habillages sont disponibles au choix dans une large gamme de cuirs et de tissus. Les lits de la ligne ambiente sont synonymes d'un design léger et élan- cé, ils créent une ambiance de vie moderne et sans fioritures, combinée avec tous les avantages offerts par la marque Swissflex. Le Side-

Moving-System, par exemple, vous permet au moyen d'une petite poignée de transformer un lit double en deux lits simples.

L'élargissement de la ligne de lits swissbed est la réponse à la tendance actuelle en direction de lits complets et chaleureux. Avec ses lignes claires et son design filigrane, « swissbed silhouette » en est la version moderne. L'innovation repose dans son aspect flottant, puisqu'on n'en voit pas les pieds. L'apparence du modèle « swissbed expression », au contraire, est marquée par un design massif qui évoque confort et chaleur. « swissbed classic », c'est l'élégance - sa tête de lit aspect bois est particulièrement séduisante et sa délicatesse en font un lit adapté aux petits espaces. Le « swissbed lounge », c'est le surclassement pour les sommiers seuls uni 22 bridge® et uni 20 de Swissflex : les têtes de lit en plaquage bois massif peuvent être montées directement sur le sommier et les tables de chevet, lampes et pieds de lit peuvent également être intégrés à l'ensemble.

Un autre plus des lignes de lits Swissflex : les revêtements en tissu disponibles dans nos collections, et qui présentent entre autres des produits de la célèbre marque Kvadrat, sont amovibles et échangeables et peuvent être nettoyés à sec. Un autre facteur de durabilité du produit.

Les oreillers Swissflex

Outre leur design étudié, les oreillers ergonomiques Swissflex offrent le soutien optimal pour la tête, les épaules et la nuque, et ce, que l'on dorme sur le dos, sur le côté ou sur le ventre. Leur forme de vague s'adapte à l'anatomie du cou et des épaules, leur surface à la forme ergonomique au milieu de l'oreiller permet un positionnement optimal de la tête et de la colonne vertébrale. Outre des hauteurs différentes, les oreillers sont disponibles en quatre matières différentes : GELTEX® inside, Gومتex® blue, latex naturel et mousse visco.

Toute révolution
démarre à la base.




Finest sleep technology.

**Avec sa technologie brevetée bridge[®], le nouveau sommier Swissflex[®] s'adapte à toutes les morphologies aussi bien qu'à chacun de vos mouvements. Il n'existe pas de sommeil plus sain ni plus confortable. Venez faire l'expérience directe d'un confort de sommeil sans compromis.**

**MAISON DU LIT**
EN FORME DEMAIN

**KANDEL**
littérie

99, route de Longwy • L-8080 BERTRANGE
Tél. : 44 55 12 • Fax : 44 55 05
www.maisondulit.lu

17, rue de Luxembourg • ESCH/ALZETTE
Tél. : 54 20 24
1A, route de Luxembourg • BERELDANGE
Tél. : 33 67 40
parking privé
www.kandel.lu


PAR AMOUR DU DETAIL

Mowo, vous présente le meilleur du design contemporain.
Découvrez nos marques prestigieuses dans le domaine de l'ameublement et des cuisines de luxe.

Poliform


Varenna


60 ans d'amour du détail

Meubles 111, route de Luxembourg, Bereldange
Cuisines 68, rue de l'Alzette, Steinsel

T 33 17 33 1 | info@mowo.lu | www.mowo.lu | Join us on 

**AGENCE IMMOBILIÈRE
TOUSSAINT Abby**



35 JOËR
2 GENERATIONEN
1 MOTIVATION:
ÄRT DOHEEM!

Tél: 32 81 73-1 • MERSCH

www.confiance.lu



Kichechef

Miwwel a méi...



Fir lech op : méindes bis freides vun 10 bis 19 Auer a samschdes vun 9 bis 18 Auer



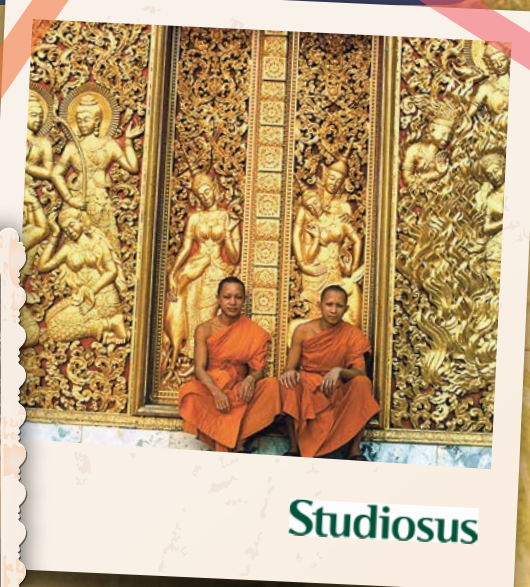
CUISINES • MEUBLES • SALLES DE BAINS • CLEVER YOU • BABIBUTZ • LUMINAIRES • TAPIS • BOUTIQUE & TEXTILES

kichechef.lu



LUX VOYAGES

Laos - geheimnisvolles Reich am Mekong



Entdecken Sie den Zauber von Laos zu Lande, zu Wasser, zu Fuß, ehe die Moderne einzieht und die großen Straßen- und Bahnprojekte Realität werden. Auf dem Elefantenrücken werden Sie durch den dichten Dschungel den Phou Asa hinauf reiten, denn Lan Xang, „Reich der Millionen Elefanten“, hieß das erste Königreich der Lao im 14. Jahrhundert und noch heute gelten die grauen Riesen in Laos als heilige Tiere und werden besonders geschützt. Noch können Sie eine Zeitreise durch unberührte Natur, in vergessene Höhlen und durch unwegsame Dschungel machen. Die Reise führt über steile Bergstraßen zu den Tempel der Khmer, ins goldene Dreieck, durch die Gegend der 4.000 Inseln und zu den Mekong-Wasserfällen. Überhaupt ist der Mekong der rote Faden dieser Route, wo Sie viele freundliche und neugierige Laoten kennenlernen und sogar bei einer traditionellen Baci-Zeremonie gesegnet werden ... erleben Sie ein Land, wie es wirklich ist.

Studiosus bietet jetzt zudem häufiger interessante Alternativen ohne Reiseleiter an: So kann für Sie z.B. auch vor Ort eine Fahrrad- oder Bootstour organisiert werden, falls Sie mal etwas alleine unternehmen möchten.

Reisepreis: ab 3.490€ / Person im DZ, inklusive

- Linienflug ab Frankfurt mit Thai Airways
- Inlandsflug mit Lao Airlines
- Transfers/Ausflüge/Rundreise in landesüblichen Reisebussen
- Bootsfahrten laut Reiseverlauf
- 12 Übernachtungen in bewährten Hotels (DZ mit Bad oder Dusche und WC)
- Halbpension außer am Tag 6 und 14 nur Frühstück
- Alle Eintrittsgelder
- Studiosusreiseleitung und örtliche Fremdenführer
- Visagebühren und Visabeantragung
- Infopakete und Reiseliteratur

Termine 2015 (Anreise): 08.02. / 08.03. / 29.03. / 01.11. / 15.11. / 20.12

Gerne beraten wir Sie und stellen Ihnen die ausführliche Reisebeschreibung dieser und einer Vielfalt anderer Fernost-Reisen vor. Wenden Sie sich einfach an Lux Voyages, Ihre CGFP-Reiseagentur.

LUX VOYAGES s.à r.l.
 25-A, boulevard Royal
 L-2449 Luxembourg
 Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

i BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

BHW